



HAL
open science

Pierre Marsal : témoignage

Denis Poupardin, Bernard Desbrosses, Pierre Marsal

► **To cite this version:**

Denis Poupardin, Bernard Desbrosses, Pierre Marsal. Pierre Marsal : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 5, Editions INRA, 212 p., 2001, Archorales, 2-7380-0954-9. hal-02833837

HAL Id: hal-02833837

<https://hal.inrae.fr/hal-02833837>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Marsal Pierre, Paris, les 3 Juin 1996 et 27 Avril 1999

P.M. — Je suis né le 29 janvier 1937, à Levallois-Perret, dans l'actuel département des Hauts-de-Seine. Je n'avais donc aucune raison particulière de m'orienter vers l'agronomie, si ce n'est que mes parents m'avaient envoyé durant la guerre à la campagne, chez mes grands-parents dans la zone (provisoirement) non occupée. C'est ainsi que j'ai fait les débuts de ma scolarité à Saint-Amand-Montrond, petite sous-préfecture du Cher de près de 10 000 habitants. Ce séjour m'a familiarisé avec le milieu campagnard que mon père, fonctionnaire au Ministère des Finances et détaché au Ministère des Transports et des Travaux Publics, n'avait pas de raisons de connaître, étant lui-même parisien, né à Paris. Toutefois ma famille du côté maternel comprenait encore bon nombre d'exploitants agricoles, petits ou gros, ce qui, pendant les restrictions des années de guerre, leur assurait une existence plus confortable que la nôtre.

Si je ne pouvais guère me prévaloir de racines agricoles, mon grand-père maternel qui avait travaillé aux PTT avait pris sa retraite dans cette sous-préfecture, où il cultivait des arbres fruitiers. Le verger qu'il entretenait est vite devenu, pour moi, un plaisir, une détente et un lieu d'observation privilégié de la nature. C'est donc dans ce contexte que j'ai connu les premières émotions de ce contact quasi charnel avec le monde du vivant et les premières révoltes contre l'inhumanité des hommes (les exactions de la milice, puis des S.S., que même un jeune gamin ne pouvait pas totalement ignorer). Mais c'est là un autre sujet.

J'ai effectué la suite de mes études à l'école communale de Levallois-Perret, puis au lycée Pasteur à Neuilly, voisin de mon domicile. Quand il m'a fallu faire des choix, je me suis dit, ne sachant pas précisément ce que je voulais faire, qu'il convenait de me donner le maximum de chances en poursuivant jusqu'au bout l'étude du latin et en continuant aussi à faire des mathématiques, avec l'idée que si je n'étais plus assez fort en math, je m'orienterais vers les lettres et si je n'étais plus assez fort en lettres, je me tournerais vers la section moderne. Arrivé en Math élem s'est posé le problème de la poursuite de mes études. Cela peut paraître assez stupide, mais je n'avais alors guère d'idées sur ce que je voulais faire. Le choix s'est effectué par exclusion : mon professeur de mathématiques m'encourageait à entrer en Math sup. Mais pour moi cette filière signifiait métier d'ingénieur et j'assimilais le travail d'ingénieur à une activité de dessin graphique, enfermé dans un bureau. Or j'avais horreur du dessin graphique, dessinant très mal et maculant mes copies de taches d'encre ! Et, bien sûr, je ne connaissais rien aux débouchés qu'offrait la Faculté. Ridicule n'est-ce pas : les jeunes d'aujourd'hui sont tout de même moins ignares que je ne l'étais. Considérant que l'agronome devait être un ingénieur atypique, puisqu'il travaillait au contact de la nature, j'ai donc décidé, par déduction, de m'orienter vers les écoles d'agronomie. Il se trouve aussi que, certain printemps, mes parents et moi avons visité l'École de Grignon. Emballé par l'idée d'y poursuivre des études, j'ai décidé de m'inscrire en classe préparatoire au lycée Chaptal qui n'était pas bien loin de chez moi par le métro. Le proviseur qui m'a reçu m'a demandé pourquoi je voulais faire des études agronomiques et m'a félicité d'avoir donné libre cours à ma vocation ! En réalité, je savais moins ce que je voulais faire que ce que je ne voulais pas être (par exemple ne pas devenir fonctionnaire comme mon père).

Je suis donc entré en classe de préparation d'Agro à Chaptal. Le professeur principal nous a demandé, une nouvelle fois, de lui faire part de nos motivations. Je lui ai répondu que je voulais entrer à l'École d'agriculture de Grignon. Et je me souviens m'être fait réprimander : "*ici, on ne prépare pas Grignon, mais l'Agro !*" Or, l'Agro, je n'en avais guère entendu parler jusque là ! Puisque Grignon n'était considéré que comme une école de rattrapage, je me suis mis donc en tête de préparer l'Agro. La première année, je me suis présenté au seul concours d'entrée de cette école, mais me suis fait étaler ! La deuxième année, j'ai été admissible à l'Agro et reçu à Grignon. Mon professeur de sciences naturelles m'a dit alors : "*C'est bien d'être admissible à l'Agro et reçu à Grignon en carré, l'année prochaine, vous serez reçu sans nul doute à l'Agro !*". Je me suis tout de même interrogé : au départ, je souhaitais entrer à l'É-

cole de Grignon. J'y avais été reçu cette année et en bonne position, ce qui n'était nullement garanti l'année suivante ! Il faut dire aussi que j'avais mal supporté l'ambiance qui régnait dans la classe de préparation : c'était un petit peu le bagne ! J'ai donc décidé d'entrer à Grignon. Je ne le regrette pas.

D.P. — En quelle année y es-tu entré ?

P.M. — En 1957, à l'âge de 20 ans. Les nouveaux arrivants étaient reçus à tour de rôle par Jacques Ratineau, le directeur de l'École. Le scénario s'est reproduit : J. Ratineau m'a demandé pourquoi j'étais venu à Grignon. Comme je ne savais pas trop quoi lui répondre, j'ai fait état du verger de mon grand-père. Mais il m'a fait comprendre que si l'enseignement comportait bien quelques cours d'arboriculture, ce n'était pas à Grignon que je devais poursuivre mes études. Bon début !

Nous avions un professeur d'agriculture, Verchère, surnommé - je ne sais pourquoi - "*le buffle*", qui passait beaucoup de temps à nous parler de techniques assez archaïques : il enseignait des choses aussi passionnantes que le labour à un fer de bêche ou à deux fers de bêche. Il n'empêche que c'est par son canal que s'est opéré mon premier contact avec l'agronomie. Je me souviens qu'il nous avait déclaré : "*Vous avez choisi de faire de l'agronomie. Or, de tous les ingénieurs, les agronomes sont les moins considérés, les plus mal payés, car ils œuvrent dans un secteur en complète régression !*" Pourquoi ne m'en avait-on pas parlé plus tôt ? J'étais tout content d'être arrivé là et n'avais aucune idée de ce qu'était le secteur agricole. Cela a peut-être été ma première douche froide. Il est vrai que les problèmes d'emploi ne se posaient pas dans les mêmes termes qu'aujourd'hui. Il n'empêche que j'ai apprécié de me trouver dans le cadre très agréable de Grignon où j'ai passé trois années extraordinaires !

D.P. — Est-ce qu'il y avait des enseignants à Grignon dont les cours t'ont particulièrement marqué ?

P.M. — J'ai été fasciné très vite par Jean Chombart de Lauwe qui enseignait l'économie. Je ne connaissais rien à cette matière qui était pour moi toute nouvelle. A l'époque, en effet, il n'y avait pas de cours d'économie dans l'enseignement secondaire ni dans les classes de prépa. Lorsqu'il a fallu que je choisisse une spécialisation en troisième année, trois choses m'attiraient, sans qu'elles aient grands rapports les unes avec les autres : le machinisme agricole (peut-être à cause de la vieille 4 CV dont j'avais hérité), la botanique (j'avais confectionné un herbier important) et l'économie. Si j'ai fini par me décider pour l'économie, c'est beaucoup, je pense, en raison de la personnalité et du prestige du professeur J. Chombart de Lauwe.

D.P. — Peux-tu parler davantage de lui ?

P.M. — Il m'a beaucoup marqué certes, mais je ne suis pas le mieux placé pour parler de lui ; quelqu'un comme Jean-Claude Tirel saurait en dire bien davantage. C'était un homme qui en imposait par sa prestance, son expression et son comportement, un pédagogue qu'on avait plaisir à écouter. Je l'ai connu d'abord comme professeur puis plus tard comme patron. C'est lui qui m'a fait découvrir une discipline que j'ignorais totalement. Sans appartenir à un parti politique, j'avais plutôt des idées de gauche et étais plus ou moins intéressé par le marxisme ; lui était bien plus réservé à l'égard de cette doctrine. C'était la période de la guerre d'Indochine, puis de la guerre d'Algérie. J'avais adhéré à l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), et j'avais la conviction qu'il y avait un lien étroit entre l'économie et le politique. Jusque là, la politique était plutôt un sujet tabou dans les établissements d'enseignement, même si en 6ème, les élèves se battaient entre eux, les uns prenant parti pour Sparte (les partisans d'un État fort) et les autres pour Athènes (les partisans de la démocratie). Il est vrai qu'au lycée de Neuilly, il y avait quand même plus de gens de droite que de gens de gauche ! Bref, l'économie que je découvrais était, pour moi, une façon de comprendre les rouages de la société, une façon aussi de trouver un lien entre la politique et la cité. Il s'est trouvé qu'à la fin de ma 3ème année, Chombart de Lauwe a obtenu deux créations de poste pour étoffer sa petite équipe constituée d'enseignants et de chercheurs et il m'a proposé de me recruter sur l'un d'eux. A l'époque, je n'étais pas très sûr de vouloir faire de la recherche, mais les encouragements qu'il m'a donnés m'ont incité à me lancer dans cette voie, qui semblait pouvoir satisfaire ma curiosité et mes appétits intellectuels. A

joué également dans mon orientation une autre considération : j'avais obtenu mon diplôme d'ingénieur en 60, en pleine guerre d'Algérie. La fin de mes études signifiait le départ immédiat au service militaire et la participation à ce conflit colonial que je réprouvais. Naïveté de la jeunesse qui se croit responsable en se contentant de signer des pétitions, de participer à des manifestations ou de traîner des pieds ! L'entrée dans son labo me donnait la possibilité de prolonger mon sursis et de poursuivre les études que j'avais entreprises en 1959 à la Faculté de Droit de Paris, pour compléter ma formation. Troisième élément qui a joué en faveur de mon acceptation : l'assurance d'avoir un emploi sûr, au retour du service militaire, bien qu'à époque on fût beaucoup moins préoccupé qu'aujourd'hui par la recherche d'un premier emploi (1).

D.P. — As-tu été recruté par l'INRA, à la fin de ta troisième année de Grignon, comme agent contractuel scientifique ?

P.M. — Effectivement, j'ai été recruté par l'INRA, le 1er novembre 1960, comme agent contractuel scientifique et affecté, comme mon camarade de promotion Roland Carles (que j'avais connu en prépa), au laboratoire d'économie rurale de Grignon, que dirigeait Chombart de Lauwe. Comme tu le vois, mon parcours scolaire et mes choix de carrière doivent beaucoup au hasard et aux opportunités diverses qui se sont présentées. Moi qui ne connaissais rien à l'agriculture, qui ne voulais pas être fonctionnaire comme mon père, je me suis retrouvé fonctionnaire dans la recherche agronomique, même si je me suis dit alors que nous étions des fonctionnaires atypiques. Décidément, il devait y avoir une fatalité ou un atavisme car je me suis retrouvé plus tard trois fois dans une administration centrale (au sein du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de la Recherche, puis à nouveau du Ministère de l'Agriculture) !

D.P. — Peux-tu évoquer ton arrivée au laboratoire de Chombart de Lauwe. Quels étaient les autres chercheurs et techniciens qui s'y trouvaient ? Comment étaient-ils organisés ? Quelles ont été les questions qu'on t'a suggéré d'approfondir ou que tu t'es posées toi-même, à cette époque ?

P.M. — Chombart de Lauwe a eu beaucoup de mérites dans sa vie, mais ceux-ci n'ont pas toujours été bien reconnus, en raison de son caractère entier et souvent intransigeant. C'est lui qui, sans être mathématicien (2), avait été un des premiers à comprendre l'intérêt de développer les statistiques agricoles au Ministère de l'Agriculture. Il s'était passionné pour la gestion des exploitations agricoles. Le laboratoire qu'il dirigeait (il s'agissait d'un laboratoire de chaire) était centré sur l'analyse et la mise au point des méthodes de gestion. Il avait fait paraître, avec Jean Poitevin, son assistant, un ouvrage intitulé "*La gestion des exploitations agricoles*", qui avait été publié chez Dunod, au début des années 60. J. Chombart de Lauwe et J. Poitevin constituaient les pièces maîtresses de ce laboratoire d'enseignement et de recherche. Autour d'eux gravitaient quelques jeunes chercheurs, tous issus de Grignon. Le plus âgé d'entre eux était Pierre Cordonnier, puis par ordre d'âge décroissant Pierre Jullian, Jean-Claude Tirel, et Jean-Marie Attonaty. Roland Carles et moi sommes arrivés ensemble, au début des années soixante, pour renforcer les effectifs du laboratoire. Les recrutements qui se sont poursuivis ont continué longtemps à rester très consanguins et à être axés sur les méthodes de gestion des exploitations.

On doit à Chombart de Lauwe le développement des centres de gestion agricoles en France. Ce sont en effet des anciens élèves qu'il avait formés qui les ont créés. On pourrait en reparler parce que je pense qu'il y a eu là une expérience intéressante dont on n'a pas toujours bien perçu les apports au plan méthodologique. Ses travaux ont reposé sur le concept de système de production, l'exploitation agricole étant appréhendée comme une unité multidimensionnelle, où tout était lié. Chombart de Lauwe avait tout à la fois une approche systémique et structuraliste. Il est assez remarquable que son ouvrage sur la gestion des exploitations agricoles soit paru à la même époque que "*L'Anthropologie structurale*" de Lévi-Strauss. Les écrits de Lévi-Strauss sont certes plus connus et ont participé à la constitution de l'école structuraliste. Mais j'ai toujours été frappé de la convergence qui se produit souvent dans des domaines de préoccupation assez voisins (3), comme s'il y avait des moments où c'était presque une nécessité qu'émergent et se rencontrent un certain nombre d'idées. Si Lévi-Strauss est devenu indéniablement une référence conceptuelle et méthodologique, les apports de Chombart

de Lauwe sont restés confinés à la méthode d'analyse des groupes d'exploitations. Pour lui, une exploitation agricole se définissait comme une combinaison de productions et de facteurs de production en interrelations les uns avec les autres. Ses conceptions toujours très pragmatiques n'ont jamais vraiment été théorisées. Ce n'est que rétrospectivement que je me suis aperçu que nous faisons du structuralisme sans le savoir.

D.P. — Les conceptions d'un maître respecté avaient imprimé ainsi une certaine unité de pensée au sein du laboratoire de la chaire d'économie de l'école de Grignon !

P.M. — Tous les chercheurs qui y avaient été recrutés avaient quand même jugé bon de s'inscrire à la Faculté de droit et de sciences économiques de Paris pour acquérir un complément de formation, car à l'époque à l'INRA on s'intéressait plus au calcul économique qu'à la théorie économique. De fait l'économie rurale s'est constituée moins à partir des Facultés de droit et d'économie que des écoles d'ingénieurs : pendant longtemps, elle a été en partie axée sur la mise au point de méthodes de calcul économique plus performantes. Et quand ils ont dû se rattacher à un corpus scientifique plus solide, les adeptes de cette nouvelle discipline ont eu tendance à se retourner spontanément vers Léon Walras, un ingénieur, le père du calcul économique. De là cet engouement pour la modélisation qui s'est renforcé sans cesse ultérieurement, sans être toujours vraiment justifié.

D.P. — Comment les travaux qui étaient effectués dans ton laboratoire s'articulaient-ils à ceux du reste du département ESR ?

P.M. — Pendant très longtemps, à Grignon, nous avons vécu un peu en vase clos. Nos partenaires privilégiés étaient les organisations professionnelles agricoles, les agriculteurs. Nous faisons vraiment du travail de terrain. Nous expérimentons, *in vivo* si j'ose dire, dans la mesure où nous avons à notre disposition des réseaux d'exploitants agricoles qui nous permettaient d'entreprendre des enquêtes, des modélisations, des simulations. En échange de l'information qu'ils nous apportaient, nous réalisions gratuitement la gestion de leurs exploitations. Nous avons aussi des relations suivies avec les organisations professionnelles qui fédéraient les centres de gestion, la FNOGA (Fédération nationale des organismes de gestion agricole) d'abord, puis l'IGER (Institut de gestion et d'économie rurale). Pendant longtemps, nous avons travaillé avec eux à l'amélioration de leurs méthodes, jusqu'à ce qu'ils prennent leur autonomie en ce domaine. Notre unité thématique recouvrait quand même une certaine diversité : nous avons fini, en effet, par nous rendre compte que pour mieux comprendre certains aspects de la gestion il valait mieux accepter certaines spécialisations, les uns s'orientant sur les enregistrements de temps de travaux, les autres s'employant davantage à analyser la composition du capital d'exploitation. C'est ainsi que nous sommes passés progressivement de l'aspect rétrospectif qu'était l'analyse de groupe, à l'aspect prévisionnel qu'étaient les méthodes de programmation. Puis, afin de tenir compte du rôle important du risque en agriculture, nous avons remplacé les techniques de programmation linéaire par des techniques de programmation stochastique. Pour aborder l'aspect dynamique des choses, nous nous sommes tournés, par ailleurs, vers des techniques de programmation séquentielle, ayant recours ou mettant au point des méthodes de calcul toujours plus sophistiquées provenant de la recherche opérationnelle. Cette orientation nous a conduit aussi à progresser parallèlement dans le domaine des méthodes statistiques, de l'informatique, pour résoudre les problèmes nombreux qui se posaient à nous.

Chombart de Lauwe était vraiment un patron au sens plein du terme. Il organisait régulièrement des réunions de labo, au cours desquelles chacun avait la possibilité de s'exprimer, faisait le point sur ses travaux et exposait aux autres les difficultés auxquelles il se heurtait. La coordination des tâches qui était instituée au sein du laboratoire, laissait toutefois à chacun une grande indépendance. Par contre, les relations avec la station centrale d'ESR étaient des plus ténues.

D.P. — Est-ce parce que les objectifs et les méthodes de travail de cette station apparaissaient aux chercheurs de Grignon comme étant très différents ?

P.M. — Pendant très longtemps à Grignon, nous manifestions une sorte de complexe de supériorité mal fondé. Sachant que la station centrale de la rue de Lasteyrie à Paris était un lieu où s'affrontaient souvent avec violence des idées opposées, nous estimions que nous avions mieux à faire qu'à nous chamailler ! Mais un certain nombre d'entre nous - c'était mon cas personnel - avaient quand même l'impression de se trouver à l'étroit dans cette problématique exigüe. C'est l'une des raisons qui m'a poussé plus tard à aller voir ce qui se passait ailleurs.

L'étude de leur gestion était à l'évidence une bonne porte d'entrée pour saisir les problèmes qui se posaient aux exploitations agricoles, mais celles-ci faisaient partie d'un environnement plus large et il convenait de voir comment les mesures qui les concernaient s'articulaient entre elles dans le cadre de la politique agricole. La programmation linéaire donnait lieu parfois à des discussions avec les autres chercheurs du département, comme par exemple avec Philippe Mainié ou Jean-Marc Bousard. Je me souviens avoir longuement débattu avec ce dernier sur la façon la meilleure de prendre en compte le risque dans la gestion des exploitations agricoles. Mais les discussions que nous avons alors n'avaient pas pour objet de remettre en cause les fondements de la science économique.

D.P. — **La recherche des meilleurs choix techniques, qui se posaient aux exploitations, ne constituait-elle pas un domaine d'investigations plus limité que celui des chercheurs de la station centrale ?**

P.M. — Je regrette un petit peu la naïveté qu'on avait à l'époque, de croire que tout fonctionnait bien dans notre station parce que nous nous entendions bien ensemble et que l'exploitation agricole nous semblait la seule porte d'entrée possible donnant accès à l'économie et à la sociologie rurales. En revanche, ce que je ne regrette pas, ce sont toutes ces confrontations que nous avons eues avec le réel, au travers justement des agriculteurs et des autres disciplines de la recherche agronomique.

D.P. — **Quelles conceptions te faisais-tu alors de la recherche ? Quels buts lui assignais-tu ? Pour qui était-elle destinée ? A quelles fins ? Te sentais-tu investi d'une mission particulière en faisant de la recherche avec tes collègues de Grignon ?**

P.M. — Il y avait, pour moi, une sorte de jouissance à découvrir et à manipuler des outils nouveaux, la recherche opérationnelle, la programmation, l'informatique, à sentir que nous étions un peu sur un front de l'avancée des connaissances. Mais, à côté de ce plaisir intellectuel, j'avais aussi le souci et l'ambition d'être opérationnel. J'étais conscient que des "*pinaillasses*" incessants pour perfectionner les méthodes pouvaient nous faire perdre de vue l'objectif pour lesquelles elles avaient été conçues, à savoir l'amélioration du sort final des agriculteurs. Je me souviens de Chombart de Lauwe, à qui l'un d'entre nous avait présenté, un jour, une série d'équations sophistiquées. Il s'était exclamé : "*Mais l'agriculteur, où est-il là-dedans ?*" A l'évidence, nous étions sensibles et fiers du fait que nos travaux pouvaient apporter une aide à certains agriculteurs, les guider dans leurs actions et leur permettre d'améliorer leurs revenus. Mais ma foi dans le scientisme n'était pas aveugle. Je me souviens avoir déjeuné avec Chombart de Lauwe, lors d'une de mes permissions militaires (4) et lui avoir fait part des doutes que j'éprouvais sur l'utilité sociale des recherches qui étaient faites alors dans son laboratoire : "*les bienfaits de la recherche publique n'étaient-ils pas réservés de fait aux seuls agriculteurs en mesure de suivre ses conseils, c'est-à-dire aux plus fortunés qui en avaient effectivement le moins besoin pour vivre ?*" Comme je lui avais cité en parallèle les conditions de vie des algériens que la force des choses me faisait côtoyer, il m'a répondu que mes scrupules, s'ils m'honoraient fort, devaient me conduire tôt ou tard à changer de métier ! A mon retour d'Algérie, je n'ai pourtant pas suivi ce conseil. En fait Chombart de Lauwe, s'il essayait bien d'améliorer l'ensemble des outils de gestion des exploitations, avait aussi le souci d'en faire profiter le maximum d'agriculteurs, notamment en recherchant à mettre au point des méthodes de gestion simplifiée pour des agriculteurs qui étaient alors dépourvus de comptabilité.

Restaient toutefois des questions importantes : ainsi savoir si "*pinaillasser*" sur la nième décimale avait encore un sens, si la recherche publique devait poursuivre ces orientations de recherche à une époque où les centres de gestion prenaient une ampleur croissante et commençaient à bien maîtriser les techniques de la programmation linéaire, de l'analyse factorielle, de la méthode des surplus, etc. que nous avions contribué à mettre au point (5). A l'évidence, les professionnels avaient pris le relais, avaient

créé des services d'étude et étaient en mesure de traiter efficacement l'information qu'ils détenaient. Ces considérations ont joué dans l'évolution de mes centres d'intérêt.

Bien qu'ayant le statut de fonctionnaire, je n'avais nullement l'impression d'être un fonctionnaire. Je l'avoue, j'avais plutôt un certain irrespect pour l'administration dont le fonctionnement nous paraissait constituer une entrave à la créativité ! Ce qui ne nous empêchait d'ailleurs pas de râler contre elle quand nous estimions qu'elle ne nous accordait pas assez de crédits ! Il faut dire qu'à Grignon, nous formions alors une équipe de copains, plus préoccupés de faire avancer la connaissance que par les contingences matérielles. La défiance que nous vouions à l'administration venait largement du fait que nous ne la connaissions guère. J'ai quitté plus tard l'École de Grignon pour m'orienter sur tout autre chose, mais j'ai toujours gardé une certaine nostalgie de l'ambiance qui existait alors au laboratoire.

D.P. — Avant d'aborder cette nouvelle phase de ta carrière, peux-tu préciser dans quelles régions tu as plus particulièrement appliqué ces méthodes d'analyse ?

P.M. — J'ai travaillé beaucoup dans plusieurs régions agricoles françaises, mais aussi en Côte d'Ivoire, en Amérique du Sud et en Algérie, pays dans lequel je suis retourné pour faire de l'enseignement, me sentant un peu une dette à son égard. N'avait-il pas perdu un grand nombre de ses cadres à l'indépendance ? Je considérais d'ailleurs qu'un des produits de la recherche était de faire de l'enseignement, ce que j'ai fait à des niveaux très différents (dans divers établissements publics ou privés tels que l'Agro, l'ENGREF, l'École de Beauvais ou l'ESITPA (6)). J'ai fait ainsi à la fois de l'enseignement, de l'organisation et de la gestion de l'enseignement, mais j'ai dû cesser ces activités en partant pour le Ministère de l'Agriculture, les horaires programmés de l'enseignement étant difficilement compatibles avec le travail, souvent peu planifiable, au sein de l'administration.

D.P. — Peux-tu aborder à présent cet autre volet de ta carrière. Qu'est-ce qui t'a poussé à sortir de ton laboratoire de Grignon et à changer soudainement d'orientation ?

P.M. — Le déroulement de ma carrière a été régi à la fois par le hasard et la nécessité. Nécessité de me sortir de l'univers un peu confiné d'une discipline scientifique, toujours en train de "*pinailer*" alors que la réalité se passait ailleurs. J'éprouvais le désir, sinon d'agir sur le monde, du moins de voir ce qui se passait plus loin. Les exploitations agricoles sont soumises à des facteurs extérieurs, comme les prix que l'on paramètre dans des programmes linéaires, sans trop se demander comment ils se sont formés. N'ayant pas de prise sur eux, j'avais l'impression parfois de discuter un peu du sexe des anges alors que des choses importantes paraissaient se dérouler ailleurs. Le laboratoire de Grignon était un cocon confortable, à la différence de la rue de Lasteyrie qui nous paraissait être une "*pétaudière*" en proie aux querelles incessantes qui avaient lieu entre "*marxistes*" et "*libéraux*", "*orthodoxes*" et "*hétérodoxes*". Mais le cadre intellectuel et scientifique qui était le nôtre avait en même temps un caractère assez asphyxiant. Nous estimions inutile, en effet, de revendiquer notre attachement à une école de pensée précise dans la mesure où notre ambition était seulement de faire du calcul économique !

D.P. — Cette conception sereine, apaisée de la discipline économique n'était-elle pas alors mieux admise des autres scientifiques de l'INRA, que de vos collègues de la rue de Lasteyrie ?

P.M. — Oui, le laboratoire de Grignon se distinguait clairement du reste de l'INRA-économie, qui avait une image souvent négative dans l'esprit de nos collègues des disciplines techniques. Beaucoup refusaient de nous croire lorsqu'on leur affirmait que le laboratoire d'économie rurale de Grignon faisait partie du département ESR. D'un côté, il y avait ceux qui semblaient faire du travail sérieux et utile. De l'autre, des gens qui se complaisaient dans des débats stériles et sans intérêt ! Cette image que nous renvoyait le monde extérieur avait l'inconvénient de nous renforcer un peu dans notre autisme. J'ai trouvé que ce contentement de soi était d'autant plus insupportable que les recrutements de notre laboratoire étaient tous endogènes.

J'ai omis de rappeler qu'une séparation s'était opérée entre le laboratoire INRA et la Chaire d'économie rurale. Pierre Cordonnier, le plus ancien dans le grade le plus élevé, avait pris la succession de

Chombart de Lauwe. En réaction à l'organisation peut-être un peu trop systématique et trop formaliste que Chombart de Lauwe avait imposée, on en est venu à un système beaucoup plus "libéral" : d'où une tendance à une activité bien plus individualisée, sans beaucoup de confrontations internes et de discussions. Je crois que l'on peut parler en ce domaine d'une certaine irresponsabilité collective ! C'est du moins ce que j'ai ressenti. Je souffrais un peu d'être livré à moi-même et de n'avoir de comptes à rendre à personne !

Ce fut pour moi une autre racine de ce désir d'aller voir ailleurs. Comme il s'est trouvé qu'un travail sur la récupération énergétique des pailles avait été proposé par la Direction générale de la recherche scientifique et technique, en 1974, suite au premier choc pétrolier, j'ai mis à profit cette opportunité. Ce travail qui me permettait de valoriser les connaissances que j'avais acquises sur les exploitations agricoles, a conduit à développer une réflexion originale sur les liens qui existaient entre énergie et agriculture. Quand j'ai quitté le laboratoire de Grignon, c'est Jean-Claude Sourie qui a poursuivi ce travail.

D.P. — As-tu travaillé à cette époque dans le groupe de travail prospectif qui avait été confié en ce domaine à Philippe Chartier ?

P.M. — P. Chartier avait été chargé des aspects techniques et moi des aspects plus économiques. Le groupe qui avait été créé répondait au doux nom de VEDA (Valorisation Énergétique des Déchets Agricoles). Après avoir fait une première étude sur la récupération des pailles, j'ai fait partie du comité d'appel d'offres DGRST-VEDA. Mais en 1976, j'ai renoncé à poursuivre dans cette voie pour mettre à profit une nouvelle opportunité. Il s'est agi cette fois d'aller travailler au Ministère de l'Agriculture.

D.P. — Qui t'avait contacté à cette fin ? Quel nouveau travail attendait-on alors de toi ?

P.M. — J'avoue que je ne sais plus très bien comment les choses se sont passées. Jean-Claude Tirel qui avait été chargé par la direction générale de s'occuper du problème du laboratoire de Rungis, avait petit à petit quitté Grignon. Avant de devenir chef du département d'ESR, il avait été chargé d'en assurer l'intérim avec quatre autres scientifiques. En 76, Tirel m'a fait part d'un souhait qui avait été exprimé par le Ministère de l'Agriculture. Celui-ci désirait qu'un chercheur de l'INRA soit mis à sa disposition pour aller travailler à la Direction de la production et des échanges. C'était une époque où Jacques Poly connaissait pratiquement tous les chercheurs et était au fait de leurs travaux. Je pense que c'est en connaissance de cause qu'il a proposé de me mettre à la disposition de cette direction (la DPMEE, qui était devenue en 1977 la DPE : Direction de la Production et des Échanges). J'y suis resté de décembre 1975 à décembre 1980.

J'ai donc été nommé, en décembre 75, chargé de mission auprès de Bernard Auberge, directeur de ce département ministériel. Peu de temps après je suis devenu en outre chef du bureau de l'orientation économique, bureau qui a été créé, à ma suggestion, dans le cadre de l'arrêté du 10 février 77 (7). Bernard Auberge a été aussi une des personnes qui m'a beaucoup marqué. C'était un ingénieur des Mines, inspecteur des Finances, très intelligent, sympathique et ouvert. Il avait introduit des changements judicieux dans le fonctionnement de sa direction qui avaient beaucoup bouleversé les habitudes et qui lui avaient valu des prises de bec mémorables avec d'autres directeurs de l'administration centrale. Son exemple m'a convaincu qu'il ne fallait pas rester trop longtemps à la même place à faire toujours la même chose. Un économiste dirait que les individus atteignent tous très vite le seuil des rendements décroissants. Si, au bout de 4 ans ou 5 ans, on a réussi dans ce qu'on a entrepris, il n'y a guère d'espoir de pouvoir faire mieux ; à l'inverse, si l'on a échoué, ce n'est pas la peine de continuer dans la même voie. C'est un peu ce principe qu'Auberge a appliqué dans sa direction, mais de façon non autoritaire, incitant à la mobilité géographique ou thématique ceux qu'il avait sous ses ordres. Pour certains, de telles reconversions ont eu un caractère dramatique ! J'ai vu des gens, qui pendant des dizaines d'années avaient été condamnés à faire la même chose dans un bureau, qui se sont trouvés soudain déstabilisés quand on leur a demandé un jour de faire toute autre chose. Si cette mobilité avait du bon, elle avait toutefois l'inconvénient, poussée trop loin, de provoquer une perte de mémoire à l'intérieur même de l'administration. C'est pourquoi il faut se méfier de l'esprit de système et éviter de vouloir toujours généraliser les bonnes idées.

D.P. — Peux-tu préciser quelles étaient les missions qui t'étaient confiées, à la DPE où tu es resté donc pendant quatre années ?

P.M. — Ce que j'ai fait était à l'époque assez inhabituel pour un chercheur. Ce que voulait Auberger, c'était renforcer les liens entre l'INRA et le Ministère dans les domaines de la production et des échanges agro-alimentaires. Au départ, il ne savait pas très bien quelles responsabilités me confier et c'est progressivement, en discutant avec lui, que les choses se sont éclairées. Comme j'assistais tous les lundis à la réunion de direction, j'ai pu, sans doute, informer régulièrement l'INRA des souhaits formulés par le Ministère. Mais mon apport majeur a été de fournir au directeur des réponses appropriées aux questions qu'il se posait, afin d'argumenter les décisions qu'il devait prendre dans certains domaines. J'avais été mis à la disposition du Ministère, à une époque où les liens avec l'INRA s'étaient singulièrement distendus. Jean-Claude Tirel avait participé aux études concertées du Ministère de l'Agriculture, mais le programme linéaire à l'échelle nationale auquel il avait travaillé avait capoté par excès d'ambition, détériorant les relations entre la recherche, les études et le Ministère. Beaucoup de fonctionnaires du Ministère considéraient alors que la recherche, les études, si elles pouvaient déboucher sur des réflexions intellectuellement fort intéressantes, restaient quand même très éloignées de leurs préoccupations. La suspicion à leur égard venait aussi de quelques contrats de l'équipe d'économistes de Rungis qui n'avaient pas toujours été bien honorés. Le Ministère manifestait ainsi certaines réticences à l'égard de l'INRA et plus particulièrement à l'égard de son département d'économie. Dans les domaines techniques, les relations étaient meilleures. En matière de céréales, il y avait bien quelques conflits sur les problèmes de semences. Dans le domaine des productions animales, les réserves du Ministère à l'égard de l'INRA s'étaient estompées, grâce à la participation de J. Poly à la préparation de la loi sur l'élevage.

D.P. — Les mauvais rapports du Ministère avec les laboratoires INRA d'économie n'étaient-ils pas alors savamment entretenus par la SEDES (Société d'étude pour le Développement Économique et Social), qui était une société d'étude concurrente, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations ?

P.M. — J.C. Tirel pourrait t'en parler beaucoup mieux que moi. Il est sûr que les études concertées avaient coûté fort cher, sans donner toujours les résultats attendus. A cela s'ajoutait l'image de marque assez négative du département d'économie : "*Tous des marxistes !*", entendait-on à son sujet. Je ne connaissais guère le Ministère de l'Agriculture lorsque j'y suis arrivé et les préventions que je pouvais nourrir à l'encontre de ceux qui y travaillaient ont rapidement disparu. J'ai fait, en effet, la connaissance d'agents de haut niveau, dévoués, compétents et travailleurs. B. Auberger était un homme remarquable, mais il était loin d'être le seul de cette sorte. J'ai eu vraiment plaisir à travailler aussi avec des fonctionnaires comme Jean Moulias ou André Lachaux. Cela m'a permis de me débarrasser d'un certain nombre de préjugés stupides que je pouvais nourrir à leur égard, même s'il subsistait parfois encore des incompréhensions de part et d'autre. Quand des responsables politiques posent une question à un chercheur, ils attendent souvent de lui une réponse immédiate. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours cherché à anticiper les questions qu'ils pouvaient se poser. Le chercheur, mis devant une question, peut être tenté de n'y pas répondre sous prétexte qu'elle est mal formulée ou échappe à son domaine de compétences. Mais il peut proposer aussi de s'y intéresser, moyennant finances, quitte à esquisser quelques éléments de réponse ... au bout de plusieurs années ! Je me souviens de la réaction d'un chef de bureau d'une autre direction du Ministère de l'Agriculture qui avait accepté de communiquer le contenu d'un fichier à une équipe d'économistes de l'INRA, espérant obtenir son informatisation en contrepartie. Nos collègues de l'INRA s'étaient exclamés : "*il est très intéressant votre fichier, ne vous en faites pas, on va en faire notre affaire !*" Ils ont pris son fichier, mais ils se sont bornés à en extraire toutes les données dont ils avaient besoin pour l'étude économique qu'ils avaient en projet. Le chef de bureau avait gardé de cette expérience le souvenir cuisant d'avoir été un peu grugé. Les chercheurs de l'INRA avaient déploré, inversement, que les résultats de l'analyse qu'ils avaient produite n'aient pas été davantage appréciés par leur interlocuteur. Cet exemple, cité parmi d'autres, montre les difficultés qu'il y avait à dissiper les préventions, les malentendus et les incompréhensions de part et d'autre.

Conseiller technique d'Auberger, je suis devenu le chef du bureau de l'orientation économique, qui s'est progressivement étoffé comprenant jusqu'à 4 ou 5 chargés de mission. J'ai eu aussi en charge le secrétariat du Conseil d'orientation des productions et de gestion générale des marchés. Ce conseil réunissait les directeurs et directeurs généraux et les quatre "grands" de l'agriculture, sous la présidence du ministre ; on y débattait d'importantes questions de politique agricole. J'en ai assuré le secrétariat, mais j'ai été obligé aussi d'alimenter la réflexion de ceux qui en faisaient partie sur un certain nombre de dossiers.

D.P. — Pourrais-tu évoquer les souvenirs que tu as gardés de tes collaborateurs et parler plus longuement des difficultés auxquelles tu t'es heurté pour alimenter les dossiers en question ?

P.M. — Je ne saurais les citer tous et toutes, mais je ne les ai pas oubliés. Beaucoup ont fait depuis de très jolies carrières : Jacques Berthomeau, que je devais retrouver quelques années plus tard Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, Anne Paquet, qui me succéda et qui fut un temps attachée agricole à Rome, Monique Meizels, qui est probablement toujours responsable des services d'étude de l'ONIC, etc. Le bureau de l'orientation économique avait été créé pour entreprendre des études : il s'agissait de répondre dans des délais très courts à des demandes du directeur. Très vite, je me suis senti assez mal à l'aise parce que le travail qu'on nous demandait de faire n'avait rien à voir avec le travail de recherche. Il fallait être en mesure de donner des résultats rapidement sans avoir la certitude de pouvoir toujours valider les données utilisées.

Il m'est arrivé d'être soumis à des pressions peu plaisantes, non du type "*il faut démontrer cela !*", mais du type "*les résultats ? c'est pour quand ?*" Je me souviens notamment de ce conseiller agricole du président Giscard d'Estaing qui m'avait téléphoné à plusieurs reprises pour avoir des prévisions sur l'évolution de certains paramètres. A l'évidence, il me prenait pour un distributeur automatique de résultats ! Je me suis rendu compte à cette époque qu'il y avait un arbitrage à faire entre le perfectionnisme qui permettait d'être sûr de ce qu'on avançait et la nécessité de pouvoir formuler dans des délais courts des réponses aux questions qui se posaient. Je me souviens avoir été marqué par une phrase de Descartes qui affirmait en substance qu'il valait mieux souvent pour agir avoir des réponses probables dans des délais courts que des réponses certaines dans des temps différés (8). Malgré tout, dans les réponses que je fournissais, j'essayais d'introduire quelques bémols : je me souviens notamment d'un dossier que j'avais préparé sur la production laitière. Je m'étais appuyé sur une étude de programmation linéaire faite par P. Cordonnier. Celui-ci avait réalisé des simulations sur les effets de la variation du prix du lait sur la production dans plusieurs régions françaises. Il avait montré notamment que, dans une région particulière, une baisse de 5 % du prix du lait faisait baisser la quantité de lait de près de 10 %. Bien qu'il eût une forte culture mathématique, Auberger à qui j'avais montré ce résultat en avait aussitôt conclu et écrit dans son rapport quelque chose comme : "*les études de l'INRA montrent qu'il faudrait que le prix du lait baisse de 5% pour que la production baisse de tant*". J'avais contesté sa généralisation hâtive et il m'avait répondu : "*Je comprends très bien vos objections, mais il faut quand même que je donne des chiffres*". On trouve synthétisé dans cet exemple tout le problème très actuel du rôle et des limites des experts scientifiques. Il y avait déjà menace de forts excédents à l'époque. Les responsables politiques s'interrogeaient sur les meilleures façons de réguler la production, mais n'étaient pas très regardants sur les arguments employés en faveur des divers remèdes.

La meilleure façon d'être utile à la DPE était, pour moi, d'essayer d'anticiper les questions. Par exemple, avec mes collaborateurs, nous avons amorcé une réflexion sur la faisabilité d'une politique de quotas, de prix différenciés, etc.. Nous avons été conduits de même à examiner les problèmes qui se posaient dans les domaines des protéagineux, du manioc, des céréales, etc.

D.P. — Tu as mentionné le problème des excédents laitiers qui se posait de façon structurelle. Es-tu intervenu aussi sur des questions plus conjoncturelles ?

P.M. — En 1976, s'est posé le problème de la sécheresse. Les seuls problèmes qui étaient évoqués au début d'un printemps marqué par la sécheresse concernaient des problèmes aussi fondamentaux que les importations de primeurs de Chypre ou de pommes de terre de Pologne. Plusieurs d'entre nous, à la

Direction, avions commencé à nous inquiéter, mais ce n'est que vers le mois de mai que la sécheresse est devenue un problème vraiment préoccupant. La baisse des rendements attendus, anticipée par les statistiques, n'a pas tardé à susciter l'affolement. Était-ce les premiers signes d'une baisse tendancielle de la production céréalière en France, comme certains le pensaient alors ? Personnellement, je n'y croyais pas trop. Pour y voir plus clair en ce domaine, nous avons entrepris d'effectuer une étude sur les perspectives d'évolution de la production céréalière dans les années à venir. Nous avons réalisé de même des études prévisionnelles sur l'évolution du solde agro-alimentaire. Celui-ci commençait à devenir positif, mais on se demandait si cette évolution serait durable ou non. En fait nous avons surtout travaillé sur la négociation des prix à Bruxelles. Les représentants de la France qui allaient chaque année à Bruxelles, portaient alors pratiquement "*sans biscuits*". Les arbitrages qui étaient effectués entre le Ministère de l'Agriculture et les autres Ministères, notamment celui chargé de l'Économie et des Finances, se faisaient de façon très "*pifométrique*" et, paradoxalement, le Ministère de l'Économie (le Bureau de la prévision notamment) était mieux armé que le Ministère de l'Agriculture en matière de réflexion économique. Les arguments manquaient le plus souvent pour s'opposer aux propositions de la Commission. Je me souviens de la fameuse méthode, dite "*objective*", qui permettait de voir de combien devaient augmenter les prix, pour maintenir le revenu des agriculteurs, compte tenu de leurs gains de productivité... Mais les directions n'avaient que des arguments politiques derrière lesquels se retrancher. Une des choses qu'on a faites dans notre groupe, a été de donner à nos responsables des arguments économiques et techniques pour essayer de renforcer leur pouvoir dans les négociations. Ce qui a provoqué des conflits avec le Ministère de l'Économie. Je me souviens d'un cas très concret : Raymond Barre, qui était alors Premier ministre, affirmait qu'il ne conduisait pas sa politique, les yeux fixés sur les indices de prix ; il n'empêche que, guidés en cela par le Ministère de l'Économie, les décideurs politiques avaient la conviction de la responsabilité de l'agriculture dans la poursuite de l'inflation. Sans entrer dans le détail, cette argumentation reposait sur la comparaison chronologique des fluctuations des prix agricoles, des prix alimentaires et du niveau général des prix ; elle s'appuyait également sur la comparaison avec des pays importateurs nets de produits agricoles comme l'Angleterre et l'Allemagne qui avaient alors des taux d'inflation plus faibles. A l'époque des montants compensatoires, les services du premier ministre y trouvaient argument pour ne pas réajuster le "*franc vert*".

Nous nous sommes attachés à démontrer que cette attitude n'était pas justifiée. Pour les gens de la rue de Rivoli (on dirait "*les gens de Bercy*" aujourd'hui), il y avait un avantage compétitif à être importateur net de produits agricoles plutôt qu'exportateur, parce qu'on pouvait obtenir des arbitrages favorables sur les marchés internationaux, excédentaires. Mieux valait, en conséquence, se trouver en position d'acheteur plutôt que de vendeur parce que quand on vendait, on était obligé de brader. D'autant que, par le jeu des prélèvements/restitutions communautaires, les importations étaient bénéfiques au budget communautaire. Les choses n'ont pas été faciles : il a fallu convaincre nos directeurs, puis le Cabinet, puis le Ministre. Les faits nous ont finalement donné raison. De là à dire que c'est nous qui avons provoqué le changement de cap qui s'est manifesté quelques mois après ...

D.P. — Si je comprends bien, tu as quitté, à cette époque la recherche proprement dite pour devenir un peu un passeur de messages entre l'INRA et le Ministère de l'Agriculture ?

P.M. — Je crois que je suis surtout entré à cette époque au service de la DPE. Pour le reste mon rôle a été de faciliter les communications, d'organiser des réunions, de susciter des rencontres entre groupes de travail, aidé en cela par le fait que Jean-Claude Tirel assumait les fonctions de directeur scientifique des sciences sociales à l'INRA. Ainsi nous avons lancé des réflexions sur l'évolution de l'agriculture depuis vingt ans, en faisant notamment appel à des chercheurs de l'INRA. Mais ces activités d'animation sont loin d'avoir constitué l'essentiel de mon travail. J'ai aussi initié diverses opérations dans ce Ministère, comme par exemple le lancement des "*sondes*" dans le réseau d'information comptable agricole (RICA). Ce travail est venu du constat que les données statistiques du RICA constituaient une mine d'information et qu'on n'en tirait alors aucun parti. Je tiens à le dire très honnêtement : ce n'est pas moi qui en ai eu l'idée, mais Georges Baud qui travaillait au CEMAGREF de Riom. Puisque les enquêtes du RICA constituaient une obligation communautaire, ne pouvait-on pas, pour un coût marginal très modique, y ajouter quelques critères technico-économiques rendant cet instrument opé-

rationnel pour l'analyse des systèmes d'exploitation. J'ai réussi à monter cette opération grâce à un financement de deux directions du ministère (DPE et DIAME (9)), en mettant dans le coup l'INRA et le SCEES (10) et en y associant des gens du CEMAGREF (Baud pour les productions animales, Rémi Séverac à Aix pour les productions légumières). Nous avons ainsi créé une dizaine de sondes qui permettaient au Ministère de mieux appréhender les produits agricoles dans le contexte de leurs conditions de production. Cet outil fonctionne encore de nos jours, apportant bien la preuve de son utilité.

D.P. — Les études concertées avaient laissé, dans l'ensemble, un assez piètre souvenir aux agents du Ministère de l'Agriculture. Comment as-tu fait pour convaincre ceux-ci de renouer avec les études économétriques ?

P.M. — Le temps passe. Tout change. J'ai été un de ceux qui ont incité le Ministère à développer le modèle économétrique MAGALI que Louis Mahé avait mis au point, en liaison avec la Direction de la prévision. Il faut se souvenir que les agents du Ministère de l'Agriculture avaient la hantise des modèles à l'époque, mais grâce à la compréhension de Bernard Auberger, on a pu revenir progressivement à une vision beaucoup plus raisonnable de l'usage qu'on pouvait faire des différents outils à notre disposition. Mais j'ai utilisé différents autres outils (bases de données de l'IGER, "*budgets automatisés*" mis au point par Jean-Marie Attonaty, etc.).

D.P. — Y a-t-il eu des dossiers qui t'ont donné spécialement du fil à retordre ou dont l'instruction s'est révélée particulièrement délicate ?

P.M. — Je garde un mauvais souvenir du dossier sur la limitation des élevages hors-sol que j'avais présenté au Conseil supérieur d'orientation des productions, dont j'étais le secrétaire. A la conférence annuelle de 75, présidée par Jacques Chirac, la Fédération Nationale Porcine (FNP) avait obtenu du Premier ministre la limitation des élevages hors-sol. Comme une grosse firme anglaise s'était déjà installée dans le Nord de la France, les organisations professionnelles agricoles redoutaient que les élevages hors-sol n'échappent à la longue au secteur agricole (le privant d'une production principale ou de compléments de revenu) pour tomber entre les mains du secteur industriel. L'idée était donc de limiter la taille de ces élevages. Mais au sein même du Ministère, la décision qui avait été prise avait suscité beaucoup de réticences. La France étant déficitaire en production porcine, cette mesure était perçue comme un avantage donné aux éleveurs hollandais non astreints aux mêmes limitations. Je ne me souviens plus bien du détail des discussions avec le Cabinet du ministre, mais toujours est-il qu'un jour Auberger m'a demandé de lui faire un rapport sur la limitation de l'élevage hors-sol, ses avantages et ses inconvénients. J'ai travaillé sur ce rapport pendant trois mois d'affilée, effectuant notamment des investigations approfondies sur les techniques qui étaient mises en œuvre. Ayant présenté mes conclusions au Conseil (11), je m'attendais à ce qu'elles soient reprises et discutées. Tous les participants m'ont félicité pour mon rapport, mais ont déclaré qu'il fallait passer enfin aux choses sérieuses et en venir aux textes d'application des mesures retenues. Je me suis rendu compte alors que mon travail n'avait servi qu'à gagner du temps. Effectivement, les services du ministère se sont mis à travailler sur ces textes jusqu'à l'été, abandonnant totalement la question dans la plus grande indifférence quelques mois plus tard ! J'ai eu l'impression d'avoir été, en cette circonstance, un prétexte qui avait servi à retarder une décision qui embêtait tout le monde, y compris les professionnels, et en ai gardé un goût un peu amer. Belle leçon politique : on annonce d'abord, on décide ensuite et on analyse enfin !

D.P. — L'insatisfaction que tu as ressentie à la suite de cette expérience concernait-elle aussi tous les travaux du département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA ?

P.M. — Non, il ne s'agissait que d'un exemple très particulier dans lequel la décision avait précédé l'analyse, cette dernière n'étant sollicitée après coup que pour la justifier. Il s'agissait d'une méthode employée souvent alors par le Premier ministre qui prenait d'abord ses décisions et recherchait ensuite des arguments pour l'étayer !

J'ai omis d'évoquer une recherche interne que j'avais effectuée sur la baisse de la productivité des consommations intermédiaires (12). Ce travail, qui avait été rédigé peu de temps avant que Jacques Poly n'élabore ses propositions d'agriculture autonome et économe, avait fait un peu scandale dans diverses instances : les Commissions du Plan, le Ministère de l'Agriculture, parce qu'il remettait en cause les orientations productivistes qui avaient prévalu jusque là. Je me souviens avoir été pris à parti par une certaine presse professionnelle et d'importants personnages comme le président de l'AGPB (Association générale des producteurs de blé). Certains collègues de l'INRA ne m'ont guère épargné à l'époque. Je tiens toutefois à rendre hommage à Auberge et à ses collaborateurs (J. Moulias notamment) qui, à contre-courant, m'ont bien soutenu dans cette affaire, alors même que je contestais le mode de développement de l'agriculture française et européenne. Quelques années plus tard ce qui avait fait scandale devenait l'évidence, comme quoi il ne faut jamais avoir raison trop tôt.

D.P. — En décembre 80, cesse ta mise à disposition de la DPE. Que deviens-tu après ? Reviens-tu à l'INRA ou, ayant goûté le vent du large, entreprends-tu d'autres pérégrinations ?

P.M. — Ma mission me semblait être remplie : l'équipe que j'avais formée fonctionnait bien ; Anne Paquet, une de mes anciennes élèves de l'ESITPA, était une collaboratrice très compétente ; Bernard Auberge avait quitté le poste qu'il occupait et j'avais moins d'atomes crochus avec son successeur. Je m'étais rendu compte, par ailleurs, que mon départ au Ministère de l'Agriculture avait retardé le déroulement de ma carrière à l'INRA, comparé à celle de mes collègues de la même promotion qui n'avaient pas pratiqué la mobilité. Ne faisant plus partie d'aucun laboratoire, étant un peu oublié des gens de l'INRA, je ne bénéficiais évidemment plus de la "*pression de sélection*" qui se manifeste naturellement au sein des jurys de concours. Je sais qu'Auberge en avait été irrité. Hélas, il n'y pouvait rien ; en tout cas je ne lui ai jamais rien demandé : je ne souhaitais qu'être jugé sur ma vraie valeur et sur les services effectifs que j'avais pu rendre.

Bref, j'en avais un peu assez de besogner au Ministère et j'ai fait part à la Direction générale de l'INRA de mon désir de revenir à Grignon pour valoriser tout ce que j'avais appris. Mais J. Poly ne l'a pas entendu de cette oreille. Il m'a dit : "*Écoute, il est sûr que tu as rendu beaucoup de services en travaillant là-bas, tu peux, sans doute, revenir dans ton labo d'origine, encore que tu aies un peu laissé tomber la recherche, mais tu rendras à l'institution plus de services encore en prêtant ton concours à J.C. Tirel !*" Celui-ci était alors chef du département et directeur scientifique. Il avait beaucoup à faire, était responsable de tas de choses et avait besoin de quelqu'un pour l'assister. C'est l'époque où l'INRA s'était décidé à donner des adjoints aux directeurs scientifiques. J. Poly qui avait eu des difficultés avec les syndicats, suite à la tentative pour transformer l'établissement en EPIC (13), restait très méfiant à l'égard des économistes qui passaient aussi pour des trublions. Il m'avait laissé entendre que si j'acceptais de l'aider à "*reprendre en main*" le département d'économie, en assistant Tirel, toutes les portes par la suite me seraient ouvertes. Peu diplomate, je lui avais répondu que l'administration m'emballait peu et que je ne me sentais nullement avoir l'âme "*d'un repreneur*". Par ailleurs, j'étais syndiqué et n'étais nullement désireux d'imposer des règles à un personnel dont je soutenais plutôt les revendications. On n'en a plus jamais reparlé. C'est ainsi que je suis resté l'adjoint de Jean-Claude Tirel à la Direction scientifique, de janvier 1981 à février 84, époque de sa démission.

Je m'aperçois, à la réflexion, que j'ai lancé pas mal de choses que je n'ai pas toujours suivies : analyse énergétique, Bureau de l'orientation économique et diverses opérations dans ce contexte. Est-ce le signe d'une instabilité chronique ? ou bien l'effet de ma curiosité intellectuelle qui a porté mon regard ailleurs ? J'ai eu tort par exemple de ne pas consigner dans un ouvrage toute mon expérience en matière de politique agricole, alors même que ce sujet, à cette époque, n'était pas très présent dans les thèmes de recherche des chercheurs (14). J'ai eu le tort également de ne pas poursuivre la réflexion dont j'avais été un des initiateurs sur les nouveaux systèmes de production. A l'époque des États Généraux du développement qui portaient justement sur ce thème, je m'étais reconverti sur tout autre chose, même si j'ai participé encore à quelques travaux et réunions sur ce sujet.

D.P. — As-tu participé aux États Généraux du développement qui ont été organisés en 1982 par Édith Cresson ?

P.M. — Oui, mais assez peu. J'ai participé aussi à la mission Joulin sur l'agro-alimentaire, avec le Ministère de la Recherche, sans savoir que quelque temps après j'allais me retrouver dans ce ministère. Si j'étais retourné faire de la recherche, j'aurais travaillé sans doute sur ces systèmes de production. Au poste d'adjoint auquel j'ai été propulsé, je me suis contenté de diriger quelques ATP (Actions thématiques programmées), tout en aidant J.C. Tirel dans ses diverses missions. Il se trouve que Jean-Claude - autre personne attachante qu'il m'a été donné de connaître dans ma carrière - doué d'une très grande capacité de travail, œuvrait plutôt en solitaire. Il a donc fallu pour que je ne me heurte pas à lui que je me trouve d'autres créneaux. Mon activité, à cette époque, n'a pas été nulle, mais très variée. J'ai participé à la consultation nationale que J.P. Chevènement avait organisée sur la recherche ; c'est à cette occasion que j'ai rédigé avec Emmanuel Salmon-Legagneur, un rapport sur la recherche agronomique et la coopération internationale. Le concept de productivité me semblant ambigu et parfois dangereux à manier, j'ai orienté davantage mes travaux sur le concept d'efficacité qui est beaucoup plus complexe.

Le travail que j'avais entrepris à la Direction scientifique des sciences sociales s'est trouvé interrompu, en février 84, par la démission de J.C. Tirel. Je n'y suis resté qu'un peu plus de 3 ans. En Février 81, peu de temps après mon arrivée, J. Poly avait nommé Bernard Vial comme chef du département ESR. La "*reprise en main*" qu'il avait opérée s'est effectuée en douceur. Le département ESR qui était déchiré en permanence par de violents conflits, a pu retrouver une certaine sérénité et se remettre au travail.

Un inspecteur général de l'agriculture, M. Roger Gessat, m'avait fait remarquer que le département d'économie de l'INRA allait avoir bientôt 25 ans, et qu'il serait opportun de faire le point sur ses réalisations et ses orientations. J'en avais parlé à Tirel et nous avons eu ensemble l'idée de faire un "*livre vert*" de l'économie rurale. Il nous paraissait, en effet, qu'il existait vraiment une école française de l'économie rurale, originale par rapport aux autres écoles françaises et par rapport aux économies rurales étrangères. C'est du moins cette impression que j'avais tirée de mes voyages divers à l'étranger. Cela pouvait être intéressant d'en faire le point. J.C. Tirel m'avait chargé de la coordination de l'ouvrage à réaliser. J'avais déjà une bonne connaissance du Ministère de l'Agriculture. J'ai pu à cette occasion améliorer mes connaissances sur le département d'économie et me rendre compte que, malgré quelques carences (Cf. note 9), on y réalisait des recherches intéressantes et utiles. J'avais confié à plusieurs personnes le soin de s'occuper de têtes de chapitre : Claude Grignon pour la sociologie, Claude Servolin pour l'économie générale, François Nicolas pour les IAA. Mais il a bien fallu se rendre à l'évidence : le projet, trop ambitieux, s'est heurté à la mauvaise volonté de beaucoup. Si je dois faire état d'un échec dans ma carrière c'est bien de celui-là. C'est la première fois où je me suis trouvé dans l'incapacité de remplir une mission qu'on m'avait confiée. Si le projet a capoté, c'est que les esprits n'étaient pas encore suffisamment mûrs pour passer, sans contrainte ni perspectives de valorisation individuelle, à l'élaboration collective d'un produit de la recherche.

D.P. — **En février 1984, avec la démission de Tirel, tu retrouves ta liberté. Dans quelle direction portes-tu alors tes pas ?**

P.M. — Avant de parler de moi, je tiens à rappeler brièvement les raisons qui ont conduit J.-C. Tirel à démissionner. Il s'est trouvé que Bernard Vial, chef du département Économie et sociologie rurale, a été appelé au Cabinet du ministre de l'Agriculture. Le choix d'un nouveau chef de département s'est alors posé. Tirel, en sa qualité de Directeur scientifique, avait formulé un certain nombre de propositions pour le remplacer ; mais J. Poly a tranché finalement en faveur d'un *outsider* que Tirel avait écarté, à savoir Jean Cranney. J.C. Tirel a été moins choqué par le choix que par les conditions dans lesquelles celui-ci s'est opéré : sans l'en informer et hors de sa présence (il faisait un cours à Montpellier le jour où la décision fut prise et il apprit toute l'affaire par le "*téléphone arabe*" de la station INRA du lieu). Offusqué par le peu de cas qui avait été fait de ses propositions, il a donc démissionné de son poste de directeur scientifique. J'ai démissionné également par voie de conséquence. Tirel (comme moi d'ailleurs) avait songé revenir à Grignon, mais J. Poly a souhaité le conserver auprès de lui. Quant à moi, il m'a tenu le même langage que celui qu'il m'avait tenu trois ans auparavant : "*compte tenu de tout ce que tu as fait précédemment, il n'est pas question de te renvoyer à la base*". J. Poly avait été sollicité par Roland Morin, directeur général de la recherche et de la technologie au Ministère chargé de la

Recherche. Celui-ci était à la recherche d'un agent de l'INRA pour gérer un certain nombre de dossiers. Il faut se rappeler que ce Ministère qui avait été créé par J.P. Chevènement, en 1981, à partir de la DGRST, ne disposait alors d'aucun cadre : son personnel était constitué pour l'essentiel de gens, comme moi, mis à disposition (15). J'ai donc été mis à la disposition du Ministère de la Recherche parce que je connaissais bien le Ministère de l'Agriculture, le département d'économie et de sociologie rurales, mais je ne connaissais pas encore très bien l'administration de la recherche. Pour ce faire, je suis parti un peu "en biseau", faisant mes "classes administratives" auprès de l'équipe de la direction administrative de Paul Vialle, suivant ses réunions de direction administrative, fréquentant ses divers collaborateurs (Jean-Claude Bousset pour les affaires financières, Jean-Claude Bessemoulin pour le personnel, Vicky Monvoisin pour les contrats, Mme Denise Bienvenu, etc.).

D.P. — Dans quel but avais-tu été affecté au Ministère de la Recherche ? Quelles étaient les responsabilités qui t'avaient alors été confiées ?

P.M. — A la suite de la loi d'orientation et de programmation de la recherche de juillet 82, il avait été proposé que la préparation du budget au Ministère de la Recherche se fasse non plus seulement sur les catégories budgétaires classiques (autorisations de programme, crédits de paiement, dépenses ordinaires), mais sur la base de programmes scientifiques. Avec le recul, force est de reconnaître que cette ambition était assez illusoire dans la mesure où le Ministère du Budget qui tenait les cordons de la bourse, continuait à gérer les choses comme il le voulait. Il nous laissait nous amuser sur des nomenclatures scientifiques, mais cet exercice nous permettait toutefois de réfléchir.

La loi d'orientation et de programmation (LOP) de juillet 82 avait défini alors plusieurs catégories de recherches : il y avait les programmes de développement technologique, tels que les programmes Océan, Espace, Aéronautique Civile. Il y avait, par ailleurs sept ou huit programmes mobilisateurs, dont le programme Pays en voie de développement, le programme sur le français, le programme sur la biotechnologie. Il y avait enfin les programmes de recherche fondamentale et une vingtaine de programmes de recherche finalisée, parmi lesquels figurait le programme agro-alimentaire, celui de la chimie fine, les programmes sur les transports, l'urbanisme et la technologie de l'habitat et d'autres qui relevaient davantage des sciences sociales et humaines. Il y avait donc trois dimensions au budget, celle des organismes de recherche, celle des catégories budgétaires et une nouvelle dimension qui se proposait de fonder la programmation sur les grands objectifs stratégiques. Je suis entré à cette époque dans l'équipe de Jacques Bravo, qui avait été chargé de mener à bien cette programmation. L'objectif qui nous avait été fixé était de préparer le budget des organismes, à partir de cette réflexion programmatique. Personnellement, j'avais plus particulièrement en charge d'instruire, d'arbitrer et de défendre les budgets de l'INRA, du CEMAGREF, de l'ACTA, de l'ACTIA, de l'ORSTOM, du GERDAT qui est devenu plus tard le CIRAD, du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de la Coopération et puis quelques diverses bricoles. J'étais en quelque sorte l'interface budgétaire des organismes et du ministère.

D.P. — Quelles étaient les difficultés suscitées par ce mode de raisonnement peu habituel ?

P.M. — Le Ministère du Budget considérait cette tentative comme un gadget. Il faut reconnaître qu'il n'était pas facile de renseigner le tableau par programme dans la mesure où il y avait des intersections et des redondances. Si l'on considère par exemple le programme "pays en voie de développement", il était clair qu'il comportait de nombreux sous-programmes : environnement, économies d'énergie, agriculture, urbanisme, et que le risque était grand de comptabiliser deux fois la même chose et d'aboutir finalement à une somme supérieure aux crédits votés.

Cette démarche, même si elle a été assez illusoire, a pourtant initié des développements dans certaines voies prioritaires. Avec du recul je crois qu'il n'y a pas lieu d'être mécontent du travail qui a été fait. Il est vrai que le budget de la recherche, avant 1986, se trouvait dans une phase de croissance. Cependant les organismes qui ne sont pas partis au bon moment, comme le Ministère de l'Agriculture, le CEMAGREF, les instituts techniques agricoles, soit par manque de volonté politique, ou bien empêtrés qu'ils étaient dans des problèmes de statut (statut du personnel notamment), ont pris du retard sur les autres au niveau du financement.

Comme toute activité au sein d'un ministère, le travail que j'ai effectué à cette époque était peu valorisant pour un chercheur : alors que la règle du jeu de la recherche pousse plutôt à développer "le culte de la personnalité", puisqu'il faut évidemment signer ses œuvres, l'anonymat est le droit commun du fonctionnaire ordinaire. Quand par exemple tu instruis le budget d'un organisme, personne ne t'est reconnaissant après coup de t'être décarcassé pour obtenir de bons résultats. Tu ne peux jamais t'en prévaloir. Pourtant je pense que dans cette période j'ai aidé à la réalisation d'investissements au CIRAD, à l'ORSTOM et à l'INRA de Montpellier, au lancement de l'opération de Jouy 2000. J'ai contribué à obtenir plus tard le financement de la station d'économie rurale à Ivry (tu verras pourquoi je cite cette opération, parmi tant d'autres).

Parallèlement à cette instruction budgétaire, je me suis occupé du plan triennal qui devait prendre le relais de la LOP, à partir d'un examen critique du bilan de celle-ci. Ce plan triennal a donné lieu à un projet de loi qui a été voté en décembre 85. Mais en 1986 le changement de gouvernement a fait que la loi votée est tombée en désuétude, ne valorisant guère le travail important que nous avons fait précédemment. A la même époque, j'ai été amené à faire avec Mme Marie-Thérèse Claudé, chef du service de la programmation, un rapport pour le ministre Hubert Curien, rapport qui portait sur l'évaluation de la recherche. Une des idées-force qu'on voulait introduire dans la loi était la nécessité d'évaluer *a priori* et *a posteriori* les programmes de recherche. Nous avons travaillé, poussé en ce sens par le CSRT (16) (Conseil Scientifique de la Recherche et de la Technologie), avec le désir de rendre mieux compte des moyens qui étaient mis dans la recherche et de piloter celle-ci sur des bases plus précises. Mais tout ce travail est tombé à l'eau.

Mes fonctions ont évolué au cours du temps. En 1985, à l'arrivée de Curien, on avait créé une nouvelle entité, le service de programmation, que j'ai rejoint comme chef du département des recherches appliquées et finalisées (RAF) : pendant deux ans donc j'ai contribué à coordonner une vingtaine de programmes de recherche appliquée et finalisée, programmes très divers (l'un d'entre eux d'ailleurs était consacré aux questions agronomiques). C'était intellectuellement très enrichissant pour moi de voir ce qui se passait dans d'autres disciplines ou d'autres secteurs comme la chimie, l'automobile, les transports terrestres, l'urbanisme ou l'environnement.

D.P. — As-tu travaillé à cette époque avec des collègues comme Noël Decourt ou Bernard Monties ?

P.M. — Peu avec Monties qui s'occupait à temps partiel d'un secteur bien délimité (bois et forêt), mais davantage avec Noël Decourt. Il était en effet le chef du département "Agriculture". Avant 86, je me trouvais dans l'équipe chargée de l'instruction budgétaire, tandis que N. Decourt avait en charge les questions et les orientations scientifiques. L'organisation du travail était assez compliquée parce que le ministère était à géométrie très variable, avec des personnes extérieures, qui changeaient sans cesse. A une époque, il y avait deux "frères ennemis", Robert Chabbal qui était directeur de la mission scientifique et technique (dans laquelle travaillait N. Decourt) et Roland Morin, directeur général de la recherche et de la technologie, qui s'occupait davantage des aspects administratifs, budgétaires et financiers. Je faisais partie de sa mouvance.

D.P. — Ton expérience au Ministère de l'Agriculture a-t-elle été utile pour mener à bien le travail nouveau qui t'était confié au Ministère de la Recherche ?

P.M. — Quand je travaillais au Ministère de l'Agriculture, j'avais peu ou prou un fonctionnement de chercheur et mes relations de travail avec l'INRA conservaient souvent un caractère informel. Au Ministère de la Recherche, les relations étaient par contre des relations d'autorité émanant d'un organisme de tutelle. C'est une expérience assez curieuse que de représenter son ministère au conseil d'administration de l'organisme dont on est toujours un agent (cette expérience, j'ai eu souvent à la revivre quelques années plus tard, mais avec la casquette du Ministère de l'Agriculture cette fois).

D.P. — Ton passage au Ministère de la Recherche a-t-il modifié de l'extérieur le regard que tu portais jusque là sur l'INRA ?

P.M. — Il m'a donné indéniablement une vision plus complète de l'INRA. J'ai été obligé, en effet, d'entrer dans les rouages de son fonctionnement, de son budget, de son conseil d'administration, de toutes ses décisions. Il a fallu que j'assure un suivi comptable, budgétaire, scientifique de ses équipements et de ses immobilisations. Je me suis occupé aussi du CEMAGREF et de l'ORSTOM.

L'INRA pouvait certes se défendre tout seul. Par contre dès cette époque, en phase avec Michel Gervais, notre ancien collègue économiste de l'INRA devenu Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche au Ministère de l'Agriculture, j'ai voulu aider au développement de la recherche dans ce ministère. De fait celui-ci n'exerçait plus qu'une co-tutelle très formelle sur l'INRA et le CEMAGREF. En outre il affichait une myriade de lignes de recherche peu dotées et peu compréhensibles de l'extérieur. J'ai senti la nécessité de développer ce type de recherche qui était peu considéré dans le milieu qui m'entourait. Beaucoup estimaient alors qu'il suffisait de donner des crédits à l'INRA ! Mais ils ne se rendaient pas compte des particularités de la recherche-développement, qui était un peu le parent pauvre, le maillon faible de la filière de progrès agricole. D'un côté, il y avait l'ANDA avec quelques 700 millions de francs à l'époque, l'INRA, avec près de 2 milliards et demi, sans compter le CEMAGREF ; mais l'ACTA et les instituts techniques étaient réduits à la portion congrue.

D.P. — **Pouvait-on opérer un rééquilibrage, sans pénaliser l'INRA pour autant ?**

P.M. — Le Ministère de la Recherche a initié des opérations, sans en être forcément l'élément moteur, il faut bien le reconnaître. Si l'on considère la recherche finalisée agronomique, il y a eu le lancement du programme qui s'est d'abord appelé "*programme prioritaire pluri-annuel de recherche et de développement agro-alimentaire*", qui est devenu rapidement "*Agriculture 2000*" et puis "*Agriculture demain*". C'était un programme de recherche incitative, conçu pour agir sur cette recherche-développement, en facilitant notamment les contacts entre recherche publique et recherche industrielle, les contacts avec la recherche de base, la prospection de domaines de recherche encore peu explorés. Par exemple la nutrition de l'homme sain : il était en effet difficile de faire comprendre aux responsables du Ministère qu'à côté d'une recherche sur les malades, on pouvait entreprendre des recherches sur l'alimentation des hommes en bonne santé. Pour caricaturer un peu la situation, on pourrait présenter les choses ainsi : l'INSERM s'occupant de l'homme malade et l'INRA de l'animal sain ! Il a fallu lutter aussi contre un certain nombre de personnes qui prétendaient que les bonnes recherches trouvaient toujours des financements et qu'il était inutile en conséquence de leur accorder des crédits incitatifs, ceux-ci ne pouvant aider que les équipes de qualité médiocre. Au départ, ce programme de recherche appliquée dans le domaine agro-alimentaire devait comporter six volets : nutrition, toxicologie, biotechnologie, génie industriel agro-alimentaire et puis deux autres programmes, l'un touchant à l'économie et à la sociologie, l'autre à la formation par la recherche dans les écoles du Ministère de l'Agriculture. Assez vite, le volet socio-économique est "*tombé à l'eau*", du fait du mauvais vouloir du département ESR de l'INRA. C'était une opération qu'à l'évidence il ne pouvait maîtriser et dans laquelle il a refusé de s'engager. Il est vrai que Marcel Jolivet qui avait été l'interlocuteur en cette affaire n'avait pas l'heur de plaire alors aux économistes et sociologues les plus influents du département ! L'autre volet, la formation par la recherche des établissements d'enseignement supérieur, reposait sur l'idée qu'il ne pouvait y avoir d'enseignement supérieur de haut niveau sans recherche. Il a été financé pour la première fois en 88. Paul Vialle, devenu Directeur général de l'enseignement et de la recherche (DGER) au Ministère de l'Agriculture, en a été la cheville ouvrière. J'ignorais à l'époque, que j'aurais plus tard à m'en occuper, lorsque je reviendrais à ce même ministère.

En 1986, des changements sont survenus dans les structures et les orientations du Ministère de la Recherche. J'avais été impliqué dans le plan triennal et mes responsabilités ont quelque peu diminué. C'est la raison pour laquelle, j'ai envisagé dès cette époque de trouver un autre point de chute.

D.P. — **Pendant combien de temps es-tu resté en définitive au Ministère de la Recherche ?**

P.M. — J'y suis arrivé en mars 84 et y suis resté jusqu'en avril 89, c'est-à-dire assez longtemps après le changement de politique. Je peux dire que mon impact a quelque peu décliné à partir de 1986.

D.P. — Bailleur de fonds importants, tes rapports avec les laboratoires ont-ils été modifiés ?

P.M. — D'abord c'était l'argent de l'État et non le mien. Ce qui m'importait était que les dossiers avancent et non de tirer avantage de la délégation du pouvoir de tutelle qui m'était momentanément confiée. Il se trouve par exemple que j'ai joué un rôle dans le financement de Jouy 2000, mais je ne l'ai jamais claironné ! Peut-être est-ce d'ailleurs la raison pour laquelle, le jour de l'inauguration, la direction de l'INRA a oublié de m'inviter ! Bien au contraire, mon passage dans les ministères, je l'ai payé par une distension progressive des liens avec mon organisme d'origine et donc par un ralentissement de ma carrière. Il y a des fois où je me dis que j'aurais pu mieux valoriser cette période de mon activité. Mais on ne se refait pas !

D.P. — L'intérêt moins grand que tu as porté à ton travail après 1986 est-il venu du fait que les ressources du Ministère de la Recherche s'étaient amenuisées ?

P.M. — Cette raison a joué certes, mais elle n'est pas la seule. Il y avait aussi par exemple le fait que, gérée avec l'enseignement supérieur, la recherche était devenue une sorte de parent pauvre dans les priorités de ce ministère. Comme le disait à peu près Jean-François Théry (qui fut aussi un de mes patrons, un homme tout à fait remarquable soit dit en passant) : *"Un ministère de la recherche et de quelque chose d'autre, c'est d'abord le ministère de ce quelque chose"*. Toujours est-il que je ne voyais plus très bien quel pouvait être mon rôle dans ce nouveau contexte. Toutefois, ne sachant comment la situation du ministère de la Recherche était susceptible d'évoluer, tant J. Poly, PDG de l'INRA, que P. Vialle, m'ont incité à demeurer à mon poste.

En définitive ce n'est qu'en mai 89 que mes supérieurs hiérarchiques m'ont donné leur feu vert pour que je revienne à l'INRA. Manque de chance ! Je suis arrivé en pleine agitation à l'INRA. A cette époque est survenu le départ de J. Poly et l'arrivée de Pierre Douzou. A l'évidence, la nouvelle équipe qui avait été mise en place n'avait pas été tenue au courant et ne savait pas trop quoi faire de moi ! C'est alors que Jean Cranney, directeur scientifique et Claude Viau, chef de département ESR, m'ont proposé - situation d'attente - d'organiser le transfert à Ivry des deux stations d'Économie et Sociologie rurale de Rungis et du passage Tenaille. Ironie du sort : il s'agissait d'une opération que j'avais suivie sur le plan financier depuis son origine au Ministère, mais sans penser un seul moment que je pourrais l'accompagner sur le terrain.

D.P. — Peux-tu parler un peu de la façon dont les choses se sont passées ? As-tu été satisfait de cette tâche nouvelle qui t'était confiée ?

P.M. — A dire vrai, non. Quand on m'a proposé d'effectuer ce travail en qualité de chargé de mission (mission de six mois), j'ai accepté, satisfait à l'idée qu'il me permettrait de renouer avec des collègues que j'avais un peu perdu de vue et pourrait déboucher peut-être sur une autre fonction au sein du département. Je me suis donc occupé d'effectuer au mieux les transferts prévus. Sur le plan conception, architecture et financement, le projet était déjà très avancé. Mais très vite, j'ai pris conscience que l'opération projetée faisait l'objet d'un conflit ouvert entre la hiérarchie du département ESR et une partie importante de ses troupes ! A mesure que je progressais dans l'instruction de ce dossier, je mettais à jour des dysfonctionnements, dus à une politique qui n'était pas claire, dus à un manque évident de concertation.

J'ai pris alors un certain nombre d'initiatives qui apparemment n'ont guère été appréciées (je précise "apparemment" car je n'ai jamais reçu, dans l'exercice de ma mission, ni observations, ni commentaires, ni instructions). Soucieux de transparence, j'ai par exemple organisé des réunions du personnel, ce qui a mis en évidence et exacerbé une multitude de conflits latents. J'ai été obligé de régler quantité de problèmes qui traînaient depuis des années.

D.P. — On conçoit que ton retour à l'INRA ait été perçu par le directeur scientifique et le chef de département comme une aubaine. Pour que tu leur prêtes ton concours, t'avaient-ils laissé miroiter la possibilité de devenir directeur de cette nouvelle unité ?

P.M. — Sans qu'il y ai eu de promesse formelle, cela avait été plus ou moins suggéré oralement. Dans ma carrière je n'ai jamais refusé une mission qui m'a été confiée, mais à vrai dire cette situation ne m'aurait guère arrangé. L'ambiance de travail, les rapports entre les gens, n'étaient pas très tentants. Les conditions matérielles non plus : j'habitais à Saint-Cyr, j'y avais des responsabilités associatives et communales, des obligations familiales ; aussi venir chaque jour à Ivry pour y assumer des fonctions administratives, dans une banlieue diamétralement opposée à la mienne, me paraissait difficilement gérable. L'équilibre harmonieux de la vie, c'est une chose qui a une valeur pour moi ! S'il en avait été autrement je ne serais certainement plus agent de l'INRA, car dès qu'on exerce quelques responsabilités dans un ministère, il ne manque pas de sirènes extérieures qui s'efforcent de vous tenter. Il n'empêche que j'ai trouvé fort déplaisant que des promesses, fussent elles verbales, n'aient pas été tenues ! Mais surtout ce qui m'a profondément déçu, c'est que très curieusement, dans le contexte très conflictuel du département ESR de l'époque, ce sont les commanditaires de ma mission qui ont dressé le plus d'obstacles sur ma route. Comprenez qui pourra ! En revanche je dois rendre hommage à tous ceux qui m'ont aidé sans réticence, dans des conditions souvent difficiles (je pense notamment à Denis Hairy qui dirigeait la station de Paris). Je regrette également que certaines initiatives que j'ai personnellement prises à cette occasion, comme la création d'un Laboratoire associé avec l'ENGREF, aient été détournées de leur finalité. Tu connais les faits regrettables qui ont résulté de cette façon maladroite de régler les choses ! Je ne peux pas m'empêcher de lier cet épisode, au moins chronologiquement, avec la disparition tragique d'un de nos collègues, le regretté Pierre Bartoli.

D.P. — **A ton retour du Ministère de la Recherche, tu n'avais été affecté au département ESR que de façon très provisoire ?**

P.M. — Ma mission au département ESR, commencée en Mai 1989, a pris fin en décembre de la même année. C'est en principe le mois suivant qu'a eu lieu le déménagement à Ivry. Je n'ai pas su comment il s'était passé, mes supérieurs hiérarchiques, ceux-là même qui m'avaient confié cette mission, m'ayant laissé dans l'ignorance de la suite des événements ! Il faut dire que j'étais devenu, sans trop le souhaiter, le témoin des dysfonctionnements de leur secteur. J'étais plutôt en désaccord avec l'orientation de la politique scientifique du département ESR, sur les sujets d'étude qu'il proposait aux jeunes chercheurs ; je me suis insurgé par ailleurs contre les méthodes de gestion, principalement de la gestion des personnes, qu'il mettait en œuvre.

D.P. — **Pourrais-tu préciser davantage la nature de tes désaccords ? Portaient-ils sur la façon même de concevoir l'économie et la sociologie rurales ?**

P.M. — C'était au moment où l'on discutait de l'INRA réactualisé. Comme beaucoup d'autres chercheurs sollicités à cette occasion, fort de ma petite expérience en matière de politique de recherche, je m'étais livré à une analyse du rôle et du fonctionnement des sciences sociales à l'INRA. Ce serait un peu long d'en parler ici, mais j'étais partisan d'une orientation moins focalisée sur l'économétrie, convaincu qu'il y avait toujours dans la science deux modes d'approche distincts mais également nécessaires. Celui issu de la tradition platonicienne et celui résultant de la conception aristotélicienne : pour faire bref (au risque de tomber dans la caricature) disons que la première se retrouvait chez nous dans l'établissement de modèles a priori, l'autre plutôt dans l'analyse statistique des faits observés. J'avais eu la chance à Grignon d'avoir pu appliquer l'une et l'autre. J'avais donc du mal à comprendre et à accepter la guerre de religion qui existait alors entre les tenants de ces deux démarches. Je pensais qu'il pouvait y avoir plutôt un enrichissement mutuel. L'économie n'a certes pu se constituer comme science que par un effort de formalisation, mais un excès de formalisation ne risquait-il pas de déconnecter l'économie rurale, science appliquée, de ses finalités initiales ? De même que le cercle mathématique n'a plus rien à voir avec la roue de la charrette, le consommateur ou le producteur de la théorie économique avait de moins en moins à voir avec la réalité qu'ils représentaient. A la même époque, je plaçais aussi en faveur de la démarche prospective qui devait à mon avis compléter la démarche prévisionniste. Je déplorais l'aversion des chercheurs pour la prospective, qui, étant rarement du domaine du quantitatif, avait tendance à être considérée par beaucoup d'entre eux comme sortant du champ de la méthode scientifique.

D.P. — En désaccord avec la politique du département ESR, à qui as-tu alors proposé tes services ?

P.M. — Je n'avais évidemment plus envie de rester au département ESR où l'ambiance était détestable et les orientations contestables. C'est dans ce contexte que j'ai été amené à accepter une proposition qui m'avait été faite par Jacques Berthomeau, directeur de cabinet du Ministre de l'Agriculture (que je connaissais bien puisqu'il avait fait partie de mon équipe à la DPE). Il s'agissait, sous la direction de Daniel Dumont, directeur général de l'enseignement et de la recherche (DGER) d'aider à concrétiser la volonté du Ministère de renforcer sa tutelle sur la recherche. Avec l'aval de Pierre Feillet, qui assurait l'intérim de la direction générale à l'INRA, courant 1990 je fus donc mis à la disposition (encore une fois !) du Ministère. J'ai fait fonction d'adjoint au sous-directeur (17) de la DRAC (la sous-direction qui s'occupait de la recherche, du développement agricole, de la coopération internationale, de l'expérimentation agricole et de l'animation rurale), le suppléant au début dans l'ensemble de ses fonctions, puis finalement me focalisant plus spécialement sur les problèmes de la recherche (18).

D.P. — Tu avais en charge les intérêts du Ministère de l'Agriculture, en tant qu'organisme de tutelle ?

P.M. — Entre autres choses. Je me souviens des réunions de direction du lundi matin à la DGER : dans le sigle DGER, il y avait le grand "E" de l'Enseignement puis le tout petit "r" de la recherche. Et, en matière d'enseignement, le technique prenait largement le pas sur le supérieur. Nous avions assez peu l'occasion de traiter des dossiers d'enseignement supérieur et encore moins de dossiers de recherche. Beaucoup de mes collègues d'ailleurs ne semblaient pas très à l'aise sur ce sujet. Le Ministère de l'Agriculture avait alors, dans son ensemble, une attitude assez timide à cet égard. La tutelle qu'il exerçait se limitait au "suivi" des conseils d'administration, de l'INRA notamment. Nous n'avions donc qu'un rôle passif, à la différence du Ministère de la Recherche qui détenait l'argent.

Pendant mon passage au Ministère de l'Agriculture, je me suis attaché à développer son intérêt pour la recherche. Le hasard de l'histoire faisait que je connaissais bien l'INRA et le Ministère de la Recherche et avais dans ces organismes de nombreux interlocuteurs. Par une action persévérante et continue, nous avons réussi au bout de trois ans à convaincre le Ministère de la Recherche de notre crédibilité en instruisant avec soin tous les dossiers, en mettant en avant et en renforçant l'opération "*formation par la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur*" (cette fameuse opération dont j'avais été un des initiateurs dans l'autre ministère, en 88), en apportant plus de rigueur dans la gestion et l'évaluation des programmes, en participant à toutes les initiatives du Ministère de la Recherche, notamment celle des "*livres blancs de la recherche*". C'est ainsi que nous sommes intervenus pour défendre la "*BCRdisation*" du CNEVA, c'est-à-dire le transfert d'une partie du budget du CNEVA sur le budget civil de la recherche et du développement technologique (BCRD). C'est ainsi que le Ministère de l'Agriculture est devenu peu à peu un véritable partenaire pour le Ministère chargé de la Recherche.

Au sein du Ministère, nous avons développé la capacité d'arbitrage de la DGER et essayé d'harmoniser la politique de recherche d'ensemble. Vis-à-vis des établissements de recherche, nous sommes allés plus loin que la simple assistance aux assemblées du Conseil d'Administration. Nous avons notamment pu conclure un accord cadre entre l'INRA et la DGER, prévoyant la gestion des Centres en commun, la constitution d'équipes associées. Du côté des établissements d'enseignement supérieur, la DGER a fait la preuve de sa volonté d'y développer la recherche : en particulier nous avons renforcé les procédures d'évaluation des programmes financés sur crédits incitatifs du Ministère de la Recherche. C'est ainsi qu'en 1991 par exemple nous avons organisé un premier colloque rassemblant tous les acteurs de l'enseignement supérieur sous la tutelle du ministère pour réfléchir sur le thème suivant : "*quelles recherches d'établissements d'enseignement supérieur ?*" Toutes ces initiatives ont renforcé la crédibilité du Ministère en matière de recherche. Cela a conduit quelque temps plus tard à l'obtention de crédits de soutien de programme sur le BCRD. Cela s'est traduit aussi, sur le plan interne, par la création du Comité Scientifique du ministère chargé de l'agriculture. Initialement, ce comité scientifique devait chapeauter les comités scientifiques des établissements d'enseignement qui eux étaient chargés de définir la politique de chaque établissement. Grâce à l'action d'Hervé Bichat, qui avait remplacé Daniel Dumont comme DGER, il est devenu le Comité scientifique de l'ensemble du ministère : il peut être saisi par le ministre, les directeurs du ministère ou se saisir de questions qui

l'intéressent, comme ce fut le cas à propos des états généraux de l'Université ou du projet de loi d'orientation agricole.

D.P. — En Avril 1993, tu as décidé de quitter la DGER et de revenir à l'INRA. Quels sont les éléments qui ont joué dans cette décision ?

P.M. — J'étais là depuis trois ans et, fidèle à mes principes, j'ai éprouvé le désir de revenir. Hervé Bichat pourtant aurait souhaité que je demeure à mon poste (je l'avais bien connu alors qu'il était directeur du CIRAD et que j'instruisais le budget de cet organisme pour le Ministère de la Recherche). Mais il a bien compris, d'une part que le travail que j'avais entrepris était désormais sur les rails, d'autre part que je n'avais aucun espoir de promotion professionnelle si je demeurais au ministère. Il m'a néanmoins proposé de me confier quelques missions d'appui à sa direction, en relation avec mes responsabilités antérieures : c'est ainsi entre autres choses que je fus nommé secrétaire général de ce Comité scientifique que je viens d'évoquer (comité présidé par Alain Coléno).

Compte tenu de mon ancienneté, il n'était évidemment plus question que je me lance dans une nouvelle aventure. Bernard Chevassus, nouveau directeur général de l'INRA (autre personne pour qui j'ai beaucoup d'estime, car il est rare de voir chez un même homme tant de talent intellectuel faisant bon ménage avec tant de gentillesse et de courtoisie) m'a proposé (bis repetita... !) de revenir avec mon "vieux copain" Jean-Claude Tirel, à la Direction des politiques régionales de l'INRA. Moyennant quelques coups de main que je pouvais lui donner en périodes de pointe sur des dossiers urgents et ponctuels (contrats de Plan, schémas directeurs, etc.), il m'était possible de poursuivre ou d'initier quelques opérations qui demeuraient dans le domaine de mes compétences ou de mes activités précédentes : participation à l'élaboration du "rapport Demarne" sur les missions de l'enseignement supérieur, à la consultation nationale de la recherche, à une réflexion sur l'innovation pédagogique, à la préparation du projet de loi d'orientation agricole. Cette période m'a également permis de prendre un certain recul pour tirer leçon de mes expériences accumulées, ce que j'avais eu le tort de négliger lors de mes précédentes mobilités.

D.P. — Il semble que tu aies toujours eu le désir d'avoir un pied à l'intérieur de notre Institut et un autre en dehors. Cette position, que j'attribue plus à un souhait d'ouverture vers le monde extérieur qu'à des calculs de carrière mesquins, a dû parfois te paraître assez inconfortable ; mais j'ai l'impression que c'est grâce à elle, que tu as réussi à considérer toujours avec recul et amusement, ses objectifs comme ses règles de fonctionnement !

P.M. — J'ai eu effectivement d'autres possibilités de quitter l'INRA : quand j'étais à la DPE, d'autres postes m'ont été proposés, mais bizarrement je me suis toujours senti attaché viscéralement à l'INRA. Mis à disposition, mon ambition a toujours été de revenir à l'INRA et notamment à Grignon. J'avais eu, très jeune, un coup de foudre pour l'École de Grignon et j'en ai gardé toujours la nostalgie. Lorsque j'ai quitté la station ESR de Grignon, cela n'a pas été volontairement. J'aspirais simplement à voir autre chose et à découvrir d'autres horizons. Il faut dire aussi que, très attaché au service public, je n'ai jamais refusé les missions qui m'étaient proposées, lorsque j'estimais que j'étais en mesure de les accomplir.

D.P. — Lorsqu'il t'arrive de retourner à Grignon, vois-tu une évolution dans le métier de chercheur que tu avais choisi d'exercer. Peux-tu dire ce qui, en l'espace de trente ans, s'est trouvé complètement modifié ? ce qui est resté par contre inchangé ?

P.M. — Je dois dire que j'éprouve aujourd'hui de grands complexes par rapport aux jeunes chercheurs. Il m'est arrivé souvent de participer à des jurys de concours et de voir les compétences et connaissances qu'ils possèdent. Je suis impressionné : ils en savent dix fois plus que ce que je pouvais savoir à leur âge. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas lieu d'être inquiet sur les compétences intellectuelles des jeunes qui arrivent de nos jours dans les labos. Ils arrivent bardés de diplômes, avec des connaissances et des compétences tout à fait remarquables. Très souvent dans les jurys de thèse ou dans les jurys de concours, je me suis dit : "Mais de quel droit, puis-je juger ce qu'ils font ?"

Quand j'étais au Ministère, nous avions l'ambition de former des thésards, des ingénieurs-docteurs. Mais quand je présidais à Dijon le jury qui accordait, chaque année, à quelques élèves-ingénieurs de l'ENSSAA (aujourd'hui ENESAD) l'autorisation de préparer une thèse, je me posais la question : *“Des thésards pour quoi faire ? N'est-on pas en train de gaspiller les crédits de l'État, mais plus encore le temps et l'énergie de jeunes qui auront fait des efforts pour se qualifier et à qui l'Administration ne pourra probablement rien proposer qui soit en rapport avec cette qualification ?”*

Ce qui me gêne aussi c'est la consanguinité dans la recherche : jadis les chercheurs de l'INRA étaient essentiellement recrutés dans les Écoles. Aujourd'hui, processus inverse, la thèse est devenu le seul point d'entrée légitimé. Dans un établissement sensé développer de la recherche finalisée, grand est le risque d'une uniformisation par formalisme académique. Je ne suis pas contre, mais pourquoi alors avoir un INRA distinct du CNRS ?, où demeure sa spécificité ? Rien n'est plus détestable que l'esprit de système.

D.P. — Quand tu es entré dans la recherche, les perspectives de carrière étaient toutes tracées et paraissaient immuables. Certains avançaient peut-être plus vite que d'autres, mais dans l'ensemble, les carrières se déroulaient toutes à peu près au même rythme. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Le risque n'est-il pas, en grossissant volontairement les traits que coexistent aujourd'hui dans les laboratoires deux types de gens bien distincts, un petit nombre d'agents, souvent assez âgés, protégés par un statut qui leur confère en quelque sorte une rente de situation et un grand nombre de personnels, au statut plus précaire (doctorants, CDD, vacataires) et obligés de bosser beaucoup pour pouvoir simplement garder leur poste et continuer à faire de la recherche.

P.M. — Oui, et c'est une des raisons pour lesquelles j'aimerais bien qu'on introduise, dans les critères d'évaluation des équipes de recherche du Ministère de l'Agriculture, le suivi des thésards. C'est très bien de quantifier le nombre de publications dans des revues de rang X ou Y, mais il importerait qu'on examine de plus près le devenir des thésards qui y ont été formés.

Ce qui a également beaucoup évolué, ce sont les moyens. Le temps n'est plus où l'on faisait des inversions de matrice à la main ! Maintenant il existe des moyens informatiques qui auraient fait pâlir d'envie le jeune chercheur que j'étais. Ce qui m'inquiète le plus, ce sont les changements qui sont apparus dans les conceptions que l'on se faisait de la recherche, de la place des chercheurs dans la société (leurs missions, leur responsabilité, etc.). La grande chance que j'ai eue dans ma carrière c'est d'avoir pu me confronter avec des gens d'horizons très différents : scientifiques et non scientifiques, chercheurs et énarques, ingénieurs, techniciens et administratifs, simples citoyens et hommes politiques : si l'on veut dialoguer dans ces conditions, il faut trouver un langage commun, connaître l'autre et donc aller vers l'autre.

Une des tares de notre système réside, je pense, dans notre attirance immodérée pour la modélisation (avec l'anglomanie également, mais je n'en parlerai pas pour ne pas allonger la discussion). Pour un jeune chercheur, c'est tellement plus valorisant de faire un modèle que de mettre les pieds dans la boue, c'est tellement moins coûteux ! Sans vouloir brûler ce que j'ai pu adorer, je pense pourtant que c'est particulièrement vrai dans le domaine de l'économie rurale. Mais ce n'est pas spécifique à cette discipline : j'en ai eu la confirmation auprès d'autres collègues responsables d'autres disciplines au ministère chargé de la recherche. Le risque est souvent à la longue de confondre le modèle avec la réalité et j'imagine que c'est plus grave dans les sciences de l'homme et de la société.

D.P. — Est-ce que je me trompe ? A t'écouter, j'ai un peu l'impression que tes mises à disposition successives ont résulté un peu d'une sorte de lassitude à perfectionner des méthodes toujours plus fines dans le domaine de l'économie. Comme si tu avais pris les devants pour éviter de n'être plus qu'un technicien habile, rompu à la modélisation et ne se posant plus de questions !

P.M. — Peut-être après tout ai-je été parfois passif devant les événements, attendant qu'une opportunité se présente en réponse à mes doutes. Souvent dans la vie plusieurs voies s'offrent : ce fut le cas pour moi. A plusieurs reprises, j'ai eu des possibilités de *"pantouflage"* dans le privé qui pouvaient être intéressantes. Mais je tenais à ce qu'un changement de cap corresponde réellement à un besoin intellec-

tuellement ressenti. Ainsi quand je suis allé à la DPE, c'était moins pour quitter le champ de l'économie agricole que pour essayer de passer du système d'exploitation agricole au méta-système dans lequel la politique agricole s'élaborait. L'approche exploitation agricole demeurerait très utile pour son appréhension. Pour les responsables administratifs, la résorption des excédents laitiers était un problème simple à résoudre : il suffisait de diminuer les prix pour provoquer une baisse de la production ! (je caricature à peine). L'important était de leur montrer qu'il fallait être attentif aux conditions réelles dans lesquelles se faisaient les produits, ces conditions pouvant être très variables selon les régions. Je crois qu'un de mes principaux apports à la DPE a été de rappeler le caractère non univoque des rapports qui existaient entre les décisions et les conséquences qui en résultent.

D.P. — Tu veux dire, je pense, que les décisions au plan macro-économique ne résultent pas simplement de l'agrégation des décisions prises au niveau individuel ?

P.M. — C'est là une observation assez classique. Mais on en vient un peu aux critiques que je formule à l'encontre de l'économie contemporaine. Sans vouloir me lancer ici dans des digressions théoriques, je te donnerai seulement un exemple concret des conséquences qu'on peut tirer de l'application systématique de la théorie marginaliste ambiante. Ainsi nos modèles d'optimisation reposent sur l'idée qu'il existe des ressources rares (terre, travail, capital) et qu'il faut maximiser le revenu tiré des productions qui utilisent au mieux ces facteurs limitants. Or, que se passe-t-il de nos jours dans la réalité ? Le postulat selon lequel les ressources sont rares s'avère erroné dans la mesure où on constate qu'on a trop de terres (voir jachères), qu'on n'arrive pas à employer tous les travailleurs. Il y a même des excédents de production que l'impératif de maximisation contribue à générer ! Conséquence parmi d'autres, les ressources excédentaires ne valent rien, donc un chômeur n'a aucune valeur, etc. Pourtant, on continue à avoir recours à la même théorie économique et aux mêmes modèles, alors que notre société doit faire face à des problèmes complètement inversés.

Qui plus est la science économique contemporaine a la prétention de tout vouloir quantifier. Ainsi prétend-on apprécier la valeur des aménités non marchandes rendues par l'agriculture. On en arrive à ce paradoxe que pour corriger les excès reconnus d'une trop grande monétarisation des activités humaines, certains sont tentés de tout traduire en termes monétaires !

D.P. — La science économique te semble-t-elle avoir acquis un caractère totalitaire en voulant tout assujettir à ses ordres et se posant comme la référence suprême ?

P.M. — Oui c'est un peu ça. Je veux bien admettre que l'économie souhaite se constituer en discipline scientifique (ne fût-ce que pour se guérir des complexes qu'elle avait vis-à-vis de sciences considérées comme plus dures) mais elle entend aujourd'hui imposer ses dogmes et ses façons de penser aux autres sciences sociales par un recours accru à la formalisation, la mathématisation. Or, on sait bien que la formalisation éloigne du réel. La science économique tend à construire des objets qui n'ont plus grand chose à voir avec ce que nous connaissons. Le consommateur ou le producteur de la théorie économique tendent à devenir des entités, sans rapport avec la réalité. D'où les difficultés de compréhension et de communication entre les jeunes scientifiques et les agriculteurs. Je me souviens de l'histoire que m'avait raconté un vieux conseiller de gestion du Sud-Ouest. C'était l'époque où l'INRA avait découvert le maïs hybride, dont les rendements étaient plus importants même si les moyens de récolte restaient encore très sommaires. Les conseillers de gestion étaient chargés de voir les agriculteurs et de leur expliquer les avantages qu'ils pourraient tirer de cette innovation. Calcul économique à l'appui, ils leur faisaient entrevoir l'espoir de revenus supérieurs. Ce conseiller m'avait cité le cas d'un agriculteur qui avait admis que ses gains seraient augmentés s'il adoptait cette innovation, mais qui lui avait déclaré qu'elle l'empêcherait d'aller à la chasse à la palombe ! Les économistes déploraient de n'avoir pas affaire à des *homines æconomici*, et étaient tentés de botter en touche en direction de la sociologie ou la psychologie. C'était pour eux une façon d'évacuer le problème et de ne jamais remettre en cause les fondements de leur discipline.

D.P. — Il y a une chose qui me surprend toujours : c'est la vitesse à laquelle les publications scientifiques se périment. Cette observation est vraie dans les domaines techniques mais peut-être plus enco-

re dans les sciences sociales. Comment expliques-tu que des travaux qui ont fait autorité, il y a quelques années à peine, ne soient plus jamais cités ? Est-ce parce qu'ils étaient moins bons qu'on ne l'a cru au moment de leur parution, parce qu'ils contenaient des idées fausses ou est-ce parce que cela fait ringard d'y faire référence ?

P.M. — Il n'y a rien de scandaleux à cela, c'est l'effet de l'érosion naturelle due au temps. Mais il y a aussi quelques raisons spécifiques, notamment celles imputables aux modalités d'évaluation des chercheurs. Ils écrivent de trop pour se faire connaître ; surtout les économistes puisqu'il est évident que l'écrit est sinon leur seul, du moins leur principal produit. Une autre raison est que la politique de publication actuelle n'a plus grand chose à voir avec celle qui existait dans le passé. Tout est bien aujourd'hui répertorié, catalogué ! Beaucoup de mes publications anciennes ont disparu totalement de la mémoire des gens parce qu'elles constituaient ce qu'on pourrait qualifier aujourd'hui de "*littérature grise*", par défaut de politique et de moyens de diffusion pertinents. Enfin les chercheurs s'estimaient souvent quitte envers la société une fois qu'ils avaient écrit et que la bonne parole avait été semée. Ils étaient un peu comme les héros des "*Chaises*" de Ionesco, qui étaient conscients d'avoir un message à faire passer, mais qui étaient incapables de le transmettre. C'était aux autres à s'en saisir. L'oubli, joint aux fluctuations de la mode, est aussi à incriminer. Plusieurs fois il m'a été donné de constater que de jeunes chercheurs redécouvraient dix ou quinze ans plus tard des approches sur lesquelles j'avais passé quelques nuits blanches. Mais en toute bonne foi ils ignoraient ce fait : je m'en souviens au moins pour deux cas très précis de méthodes mathématiques ou statistiques (programmation quadratique, analyse discriminante). S'il y a des idées qui disparaissent, il y en a d'autres qui émergent ou qui reviennent. En cette matière, il ne faut jamais désespérer !

D.P. — **Compte tenu de l'expérience que tu as accumulée tout au long de ta carrière, quel message voudrais-tu transmettre à un jeune chercheur de l'INRA ?**

P.M. — Je voudrais parler du plaisir de la découverte, même si pour y goûter, il faut savoir pratiquer une forme d'ascèse, s'il faut accepter souvent de s'enfermer dans une discipline étroite et risquer bientôt de n'avoir plus d'autre interlocuteur que soi. Cette situation explique les conflits qui naissent souvent entre le développement et la recherche fondamentale : les professionnels agricoles reprochent parfois aux chercheurs de s'adonner à des travaux inutiles ou ne servant qu'à la concurrence étrangère. En fait c'est cette recherche de base qui peut devenir le développement de demain. Je pense qu'il est plus facile pour un chercheur d'aller dans l'administration que l'inverse. J'estime avoir eu une grande chance d'avoir pu aller de l'un à l'autre et découvrir des mondes différents. Si j'avais commencé ma carrière en étant administrateur, je serais devenu un rond de cuir et n'aurais rien compris à la recherche et aux choses passionnantes qui s'y font. C'est merveilleux, en effet, le domaine de la recherche ! Poètes et chercheurs partagent ce privilège d'être au nombre des derniers découvreurs, des créateurs d'univers. Mais, ce qui me préoccupe, c'est le statut du chercheur dans la société de demain.

D.P. — **A notre époque, on considérerait comme normal qu'un chercheur travaille toute sa vie dans un laboratoire. Estimes-tu que cette conception du métier de chercheur est appelée à disparaître ?**

P.M. — On sait bien que la productivité d'un chercheur passe par un maximum et puis décroît. Il faut donc bouger pour se trouver là où l'on peut apporter la plus forte valeur ajoutée à la société qui nous finance. S'il y avait une plus grande mobilité, beaucoup de jeunes pourraient envisager de faire également de la recherche. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui ! La mobilité, ça fait des années et des années qu'on en parle mais elle n'existe pas dans les faits. Mais je suis mal placé pour donner des conseils à des jeunes, puisque c'est à ma mobilité que je dois pour l'essentiel le ralentissement de ma carrière (ralentissement relatif, si je fais la comparaison avec les camarades de ma promotion ou de mon âge qui ont été moins mobiles, car je crains bien que les jeunes aujourd'hui aient des perspectives de carrière encore plus étroites).

Après l'illusion lyrique des années 80, où l'on comptait sur la recherche pour sortir de la crise, la science aujourd'hui est sur la sellette. Qu'en sera-t-il demain ? Le chercheur, à l'image du samourai ou du mandarin, deviendra-t-il un vestige d'une élite dont la fonction sociale a disparu, s'accrochant à l'apparence de son pouvoir (son titre) comme ceux-ci se cramponnaient aux signes extérieurs de leur splendeur passée (les sabres, les nattes) ?

D.P. — En collaboration avec René Groussard, tu as fait paraître dernièrement un ouvrage qui résume, je pense, une partie des idées que tu as tirées de ton expérience passée (19). Peux-tu, pour conclure, en dire quelques mots ?

P.M. — Ce qui est le plus significatif dans cette affaire, c'est ma collaboration avec René Groussard. Je te rappelle qu'il est actuellement président de la Commission des comptes de l'agriculture, trésorier perpétuel de l'Académie d'Agriculture de France et qu'il exerça dans le passé diverses fonctions administratives (Directeur du CNASEA, Cour des Comptes) et politiques dans différents cabinets ministériels de la cinquième République. Hormis le fait qu'il sorte comme moi de l'École de Grignon, tout devrait nous séparer : carrière, idées philosophiques et politiques. Et pourtant nous nous sommes retrouvés sur quelques idées essentielles que je résumerais très simplement en quelques phrases : nous vivons probablement la fin d'une civilisation qui fut marquée par la prééminence du mécanique et de la matière, pour passer à l'ère de la biologie et du vivant.

Ce n'est pas la biologie en tant que science ou le vivant en tant que ressource renouvelable qui importent, c'est le fait que toute la logique, tous les modes de penser, qui accompagnent cette mutation remettent en cause les fondements même de notre société. L'humanité n'a pas encore intégré cette révolution de la pensée qui s'opère peu à peu sous nos yeux, ni dans ses comportements, ni dans ses institutions. Analyser la société dans cette perspective bouleverse bien des certitudes et montre entre autres choses les dangers de l'idéologie libérale dominant actuellement (dont, soit dit en passant, la théorie économique contemporaine constitue un reflet parfait). Bon, je ne peux pas résumer succinctement quatre cents pages : ce résumé semblerait soit d'une incroyable banalité, soit d'une insupportable prétention. Je peux seulement dire que cette réflexion a suscité beaucoup d'intérêt autour de nous, ne serait-ce qu'après de nos confrères de l'Académie, dans l'enceinte de laquelle Pierre Piganiol, ancien DGRST, a tenu à commenter l'ouvrage. En fait, ce qui en limite surtout la portée, me semble-t-il, ce n'est pas la contestation (je suis presque à le regretter), mais plutôt la diffusion, car de l'avis de beaucoup cet ouvrage est trop dense et peut-être trop austère. Je travaille à en tirer une version "soft".

Notes

- (1) Un ingénieur arrivait alors toujours à se caser !
- (2) Chaque fois qu'on discutait de modèles mathématiques, il avait l'air de s'ennuyer prodigieusement !
- (3) Est-ce un hasard si Newton et Leibniz ont découvert à peu près à la même époque les bases du calcul différentiel alors que les échanges d'idées étaient beaucoup moins faciles qu'aujourd'hui. Jung aurait parlé de synchronicité.
- (4) J'ai tout de même fait tout mon service militaire en Algérie, de 62 à 63.
- (5) Les travaux effectués pendant cette période se sont traduits par la rédaction d'un ouvrage avec Cordonnier et Carles, sur "*l'économie de l'entreprise agricole*", paru chez Cujas en 68.
- (6) A l'École Supérieure d'Ingénieurs et de Techniciens pour l'Agriculture, j'ai été responsable du secteur économie et président des enseignants vacataires pendant un temps.
- (7) C'est ce même décret qui a modifié la structure de la DPMEE pour en faire la DPE .

-
- (8) "Les actions de la vie, ne souffrant souvent aucun délai, c'est une vérité très certaine que, lorsqu'il n'est pas en notre pouvoir de discerner les plus vraies opinions, nous devons suivre les plus probables ; et même qu'encore que nous remarquions point davantage de probabilité aux unes qu'aux autres, nous devons néanmoins nous déterminer à quelques-unes et les considérer après, non plus comme douteuses en tant qu'elles se rapportent à la pratique, mais comme très vraies et très certaines".
- (9) Direction de l'Aménagement.
- (10) Il faut citer les noms de Pierre Rimkine responsable du RICA au SCEES (Service Central des Enquêtes et Études statistiques) et celui de Roland Carles, pilote de la sonde "grandes cultures" à l'INRA.
- (11) Les conclusions étaient assez nuancées, mais en gros j'avais montré que le décision comportait plus d'inconvénients que d'avantages. La question n'était toutefois plus là.
- (12) Rédigé en 1978, il avait pour titre : "*Vers une agriculture de plus en plus intensive ?*"
- (13) Établissement public à caractère industriel et commercial.
- (14) A l'époque j'avais maintes fois signalé cette carence des orientations de recherche des économistes de l'INRA et avais tenté, dans la mesure de mes moyens, d'y porter remède de l'extérieur (réunions de travail, ouverture de crédits incitatifs). A propos d'occasions manquées : dans les années 1970, Chombart de Lauwe, qui s'investissait alors sur la politique agricole, m'avait proposé de travailler avec lui à son ouvrage ("*L'aventure agricole de la France*", PUF, 1979). Mais je n'étais pas mûr alors pour ce type de sujet.
- (15) Est-ce parce que sa doctrine n'a jamais été bien définie, le Ministère de la Recherche a changé souvent d'appellation. Ministère de la Recherche et de l'Industrie, puis Ministère de l'Industrie et de la Recherche, il est devenu tour à tour Ministère de la Recherche et de la Technologie, puis Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur pour redevenir Ministère de la Recherche et de la Technologie. Il est maintenant intégré au sein du ministère de l'éducation nationale.
- (16) A l'époque son vice-président (le président de droit était le ministre) était François Kourilski, qui allait devenir plus tard directeur général du CNRS.
- (17) Il s'agissait alors de Jacques Bourdreux.
- (18) J'ai succédé à ce poste à Christian Férault, un de nos collègues de l'INRA qui avait exercé des responsabilités à la DGER, mais surtout dans le domaine de l'enseignement supérieur.
- (19) Groussard R., Marsal P., 1998, *Monde du vivant, agriculture et société (La pépite et le grain de blé)*, L'Harmattan, Paris.

Curriculum vitae sommaire

Cursus à l'INRA :

- 1960 : Agent contractuel scientifique à l'INRA.
- 1961 : Assistant de recherches.
- 1967 : Chargé de recherches.
- 1979 : Maître de recherches.
- 1984 : Directeur de recherches de seconde classe.
- 1998 : Directeur de recherches de première classe
- 2000 : Départ à la retraite.

Activités extérieures à l'INRA :

- 1975-1981 : mis à disposition du Ministère chargé de l'Agriculture (direction de la production et des échanges :DPE).
- 1984-1989 : mis à disposition du Ministère chargé de la Recherche.
- 1990-1993 : mis à disposition du Ministère chargé de l'Agriculture (direction générale de l'enseignement et de la recherche : DGER).
- 1995-1999 : secrétaire général du Comité scientifique du Ministère de l'Agriculture et de la pêche (COSMAP).